

**Motion proposant que l'Assemblée
exige du gouvernement qu'il
mandate une commission d'enquête
publique et indépendante sur le
domaine de la construction**

Aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, à l'article 29 du feuillet, en vertu de l'article 97 de notre règlement, Mme la chef du deuxième groupe d'opposition et députée de Lotbinière présente la motion suivante:

« Que l'Assemblée nationale exige du gouvernement qu'il mandate une commission d'enquête publique et indépendante afin de faire la lumière sur les allégations de corruption, de malversation, de collusion et d'infiltration du crime organisé dans le domaine de la construction au Québec. »

À la suite d'une réunion tenue avec les leaders parlementaires afin de répartir le temps de parole pour le déroulement de ce débat, le partage a été établi de la façon suivante, en tenant compte évidemment que le débat doit se terminer au plus tard à 17 heures, conformément à l'article 97 de notre règlement. Alors, la répartition du temps est la suivante: l'auteur de la motion disposera d'un droit de réplique de 10 minutes; cinq minutes sont allouées au député indépendant; 38 minutes sont allouées aux députés du deuxième groupe d'opposition; 42 minutes sont allouées aux députés du groupe parlementaire formant le gouvernement; 25 minutes sont allouées aux députés du groupe parlementaire formant l'opposition officielle. Dans ce cadre, le temps non utilisé par le député indépendant ou par les députés du deuxième groupe d'opposition sera redistribué également entre le groupe parlementaire formant le gouvernement et le groupe parlementaire formant l'opposition officielle. Le temps non utilisé par le groupe parlementaire formant le gouvernement ira au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, et vice versa. Et les interventions ne seront soumises à aucune limite de temps.

Je cède maintenant la parole à Mme la chef du deuxième groupe d'opposition et députée de Lotbinière. Mme la députée.

Mme Sylvie Roy

Mme Roy: Mme la Présidente, je vous remercie. On est ici pour faire cette motion, puisque le gouvernement n'a pas donné suite à mes nombreuses demandes, qui ont fait l'objet de huit questions, 16 questions complémentaires. Et, depuis le début de la présente législature, si j'ai pu poser tant de questions, c'est qu'il y a eu tellement d'ajouts au feuillet, hein, on pourrait appeler ça ainsi... Hier, il y avait encore un nouveau chapitre. Je parie avec qui le voudra que demain on aura un autre chapitre, parce que, écoutez, c'est un domaine où foisonnent beaucoup d'allégations, beaucoup d'imputations, et puis je pense qu'il est temps qu'on fasse la lumière.

Le gouvernement était fermé comme une huître au début, a laissé entendre, à la fin de la dernière session, une petite ouverture, donne maintenant son accord, mais tout réside dans le délai à laquelle cette commission d'enquête là va survenir. On comprend bien, là, de la position du gouvernement qu'il considère que la commission d'enquête publique va devenir une nécessité et certainement très pertinente. Ce qu'on ne s'explique pas, c'est qu'on attende un si long délai pour la tenir, cette commission. Parce que ce n'est pas la première fois qu'on me presse de questions puis qu'on me demande si ça prend une commission d'enquête publique. On me l'a demandé dans l'affaire Scorpion, puis j'ai dit non. On me l'a demandé pour Fredy Villanueva, j'ai dit non. Il faut que les enquêtes judiciaires aient lieu dans ces deux cas précis là, parce que de toute façon ça ne changeait rien aux faits.

Mais, dans les présentes circonstances, s'il y a urgence d'avoir une commission d'enquête publique, c'est parce que l'État dépense énormément d'argent dans les infrastructures. C'est même presque l'intégrale de la... du programme pour la reprise économique du Québec. À tel point, Mme la Présidente... c'est tellement vrai qu'on a annoncé au-delà de 7 milliards, 7 milliards d'investissement pour seulement le ministère des Transports, sans compter toutes les autres constructions, les constructions de prisons par exemple, sans compter toutes les autres sommes qui vont être investies par les contribuables, par le gouvernement du Québec dans une économie de la construction. On allègue que cette économie-là est infestée de personnes ayant... des entrepreneurs qui sont... et qui feraient de la collusion, du blanchiment d'argent. On parle de Hell's Angels. Écoutez, ce n'est pas très sécurisant, là. Il n'y a pas un... il n'y a pas un épargnant au Québec qui investirait des sommes dans un milieu qui a cette réputation-là. Et puis, il y a aussi des gens honnêtes qui aimeraient qu'on voie la lumière, qu'on voie la lumière sur qu'est-ce qui se passe dans leur industrie.

Voyez-vous, Mme la Présidente, ce 7 milliards là, si on prend les allégations d'entrepreneurs, reprises par Radio-Canada, qui mentionnent que c'est à peu près 30 % de surfacturation qu'on verrait dans le domaine... 30 %, là, on va prendre juste le budget du ministère des Transports, qui est de au-delà de 7 milliards pour cette année, seulement pour cette année, ça équivaut à 1,1 milliard. C'est le budget complet du ministère de la Sécurité publique, ça veut dire de tous les policiers du Québec. C'est le budget du ministère du Revenu. Mais, pire encore, là, pour que le public comprenne bien, là, quand on va hausser la TVQ de 1 %, en janvier prochain, qu'est-ce qu'on va récupérer dans la poche des contribuables? C'est le même montant.

Moi, ce que je vous propose, c'est d'entreprendre cette commission-là le plus rapidement possible pour éviter que les sommes des contribuables soient utilisées à mauvais escient, pour éviter aussi qu'on prenne cet argent-là dans la poche des contribuables. Qu'on le prenne où il faut la prendre. Quand le gouvernement fait son ménage, économise, bien il va moins en chercher dans la poche des Québécois, puis on prend moins les Québécois pour des guichets automatiques.

Prétexte... Moi, je vais appeler ça un prétexte, parce que, écoutez, les enquêtes judiciaires, là, à partir d'une enquête, après, il y a un procès, après, il y a une condamnation, après, il y a les appels. Vous savez, entre le moment où une enquête débute, une perquisition est effectuée puis une condamnation arrive, il y a un long délai qui s'écoule. Puis ce n'est pas vrai que, les Québécois, surtout en temps de crise, on a les moyens de perdre cet argent-là pendant que les enquêtes policières se déroulent. Ça, c'est déjà un bon argument pour ne pas attendre la fin des enquêtes policières.

Un autre argument, c'est que ce n'est pas vrai non plus que des enquêtes policières seraient contaminées par une commission d'enquête publique. On l'a vu: commission Cliche, commission Gomery. Les accusations ont eu lieu, est-ce que vous avez entendu parler d'un procès qui a été avorté à cause de la tenue de la commission Gomery? Non. Il y avait un juge qui présidait à ces débats, il y avait des accusés qui ont fait valoir leurs droits. On leur a préservé le droit à une défense pleine et entière, puis on a réussi à le faire. C'est la raison pour laquelle je vous demande de le faire tout de suite.

n (15 h 10) n

Puis, finalement une autre raison qui milite en cette faveur, qu'est-ce que ça va donner, une enquête criminelle? On va trouver un coupable au bout du processus. On va trouver un coupable ou il y aura un acquittement, peu importe. Ça, c'est le but d'une enquête judiciaire.

Une commission d'enquête publique, ça établit un système avec ses ramifications. Ce n'est pas les enquêteurs et les procureurs de la couronne qui auront le mandat d'expliquer qu'est-ce qui... quel système prévaut dans tout le secteur de la construction au Québec. Donc, je pense que c'est essentiel qu'on ait une commission d'enquête publique. Ce n'est pas le même format d'enquête, ça n'a pas les mêmes conclusions, et puis ça ne va pas donner non plus le même résultat. On ne peut pas présumer que des enquêtes policières peuvent remplacer une commission d'enquête publique.

Puis je ne suis pas seule à dire ça. Au début, je vous dis, j'étais la première, peut-être la seule au début. Mais qui s'est joint le premier à moi pour demander cette enquête-là? C'est Yves Boisvert. Yves Boisvert est un éditorialiste bien connu. Je le lis assez régulièrement et je constate à la lecture de ses articles qu'il connaît bien le milieu judiciaire. Il connaît bien et ses limites et ses règles. C'est pour ça que son appui n'est pas dénué de pertinence.

Par la suite, Gilbert Grimard. Qui est Gilbert Grimard? Le président de l'Association de la construction. Lui, il est sur le côté des entrepreneurs. Il appuie cette demande-là. Il l'a fait le 1er avril. Il appuie notre demande d'avoir une commission d'enquête publique. Écoutez, là, si lui le demande, je ne verrais pas pourquoi le gouvernement libéral ne la donnerait pas.

La troisième personne à appuyer cette demande de commission publique, c'est Jacques Duchesneau. Qui est Jacques Duchesneau? L'ancien chef de police de la ville de Montréal. S'il y a quelqu'un qui connaît bien le travail des policiers, il a dépensé toute sa vie dans le travail des policiers... et lui dit aussi que ça prend une commission d'enquête publique. Finalement, les présidents de circonscription du Parti québécois.

Jean Cournoyer, qui, lui, à une époque donnée, comme ministre du Travail, avait eu à faire face au même problème, avait eu le courage de déclencher la commission Cliche et qui avait conduit à des résultats assez surprenants. Je relisais les transcriptions des témoignages lors de la commission Cliche, puis, si on s'en souvient tous ici, c'est parce que ça avait été quelque chose de majeur au

Québec, bien il l'avait fait pendant qu'il y avait des enquêtes criminelles. Au début, il disait: Ce n'est pas tout de suite qu'on devrait le demander, il ne m'appuyait pas. Dernièrement, devant la rafale d'accusations puis d'allégations qui a eu lieu dans le milieu, il s'est rangé de notre côté et demande, lui aussi, une commission d'enquête publique.

Lysiane Gagnon récemment demandait également une enquête publique. Mme la chef du deuxième... de l'opposition officielle. Et, ce matin, c'est Claude Poirier qui se joint à nous. Claude Poirier est un chroniqueur judiciaire, a fréquenté les palais de justice beaucoup plus longtemps que n'importe qui dans cette enceinte et est lui aussi d'accord.

Écoutez, depuis que j'ai commencé à poser ces questions-là... On avait un organigramme, puis, là-dedans, bien qu'est-ce qu'on voit? On a eu la FDHF... la SHDM, de Montréal, on a eu Montréal, avec le don de terrains, les compteurs d'eau, qui ont culminé hier. Oui?

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Mme la députée, est-ce que c'est un organigramme didactique? De quoi s'agit-il?

Mme Roy: Ce sont tous des événements qui ont rapport avec la construction puis la...

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): O.K. Alors, je vous permets. C'est déjà permis, quand c'est un document didactique, de pouvoir l'exhiber.

Mme Roy: Donc, il y a eu... On avait, au niveau des... les compteurs d'eau, je vous rappelle qu'à ce moment-là le ministre des Affaires municipales avait appelé ça un cas isolé, ce qui m'a bien fait rire, parce que la définition d'un « cas isolé », c'est quelque chose qui arrive uniquement une fois, dont il n'y a pas d'autre exemple. Mais là ma revue de presse, je pourrais vous la montrer, Mme la Présidente, on n'appelle pas ça un cas isolé.

On a eu aussi les allégations concernant Tony Accurso, la FTQ-Construction. Puis là encore une fois reviennent dans le portrait les Hell's Angels. Il n'y a rien de rassurant là-dedans. Puis, entre-temps aussi, on a parlé d'un groupe de 14 entrepreneurs qui auraient... le club sélect des entrepreneurs qui auraient une certaine collusion qui fait augmenter le prix des contrats. Donc, toutes ces allégations-là sont assez sérieuses, sont concordantes, se dirigent tous vers un même événement, c'est de demander une commission d'enquête publique.

Pour mémoire, là, je vais vous faire un petit résumé de qu'est-ce qu'on a eu. La collusion entre l'ancien directeur général de la FTQ-Construction, Jocelyn Dupuis, et des membres du monde interlope. Ça, c'était en mars 2009. Encore en mars 2009, on a eu, dans les nouvelles, la proximité douteuse entre la FTQ-Construction et le Fonds de solidarité de la FTQ, et certains entrepreneurs profiteraient mieux du fonds. Une vaste opération a ensuite été menée par la Sûreté du Québec dans des entreprises de construction. On parlait d'enquêtes sur le blanchiment d'argent, qui nous ont amenés à aller dans des bureaux du ministère du Revenu canadien. On a entendu parler de collusion entre la ville de Montréal et l'entrepreneur Tony Accurso, ainsi qu'avec comme fonds Frank Zampino, qui était à l'époque président du comité exécutif de la ville de Montréal.

Ensuite, nouvelle suivante, avril 2009, la surfacturation est devenue un fléau. C'est la porte d'entrée du crime organisé dans l'économie légale pour le blanchiment d'argent. Ce n'est pas rien, là. Juste avec ça, je pense qu'on en avait déjà pas mal. Ensuite, on a eu une autre perquisition de la Sûreté du Québec à la FTQ-Construction. Ça, là, c'est seulement en deux mois.

Par la suite, la Sûreté du Québec ouvre une enquête sur la collusion entre les élus de la ville de Montréal et les membres de la mafia. Ce qu'on entend en... Ce qu'on apprend en septembre 2009... l'été, on s'est arrêtés un peu, puis depuis, bien, on recommence de plus belle. Chaque mois amène son lot de nouvelles dans le sujet. Les entrepreneurs révèlent qu'un club fermé d'entreprises du secteur de la construction se partage les contrats publics. Et dernièrement c'était l'élection du directeur général de la FTQ-Construction qui aurait été manipulée par des membres en règle des Hell's Angels.

Qu'est-ce qu'on aura demain, qu'est-ce qu'on aura la semaine prochaine, qu'est-ce qu'on aura le mois prochain? Je ne sais pas. Chaque jour amène son lot de surprises qui concordent toutes dans la même direction, c'est qu'il y a un problème dans l'industrie de la construction. Et il est urgent d'agir dans ce dossier-là et de demander tout de suite la commission d'une enquête publique... qu'une commission d'enquête publique soit mise sur pied, parce qu'il faut arrêter, il faut arrêter de dépenser de l'argent, pas seulement l'argent des contribuables, mais l'argent des autres Québécois, des municipalités, des entreprises québécoises, dans un domaine qui a si mauvaise réputation. Il faut faire la lumière sur ce dossier. Il faut pour cela, sans aucun autre délai, appeler une commission d'enquête

publique. Je vous remercie.

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Je vous remercie, Mme la députée de Lotbinière et chef du deuxième groupe d'opposition. Je reconnais maintenant M. le député de Châteauguay et whip en chef du gouvernement, en vous rappelant, M. le député, que vous avez, dans votre formation politique, un temps de parole de 42 minutes à peu près.

M. Pierre Moreau

M. Moreau: Merci. Merci, Mme la Présidente. J'ai... C'est avec plaisir que j'interviens aujourd'hui, cet après-midi, sur la motion inscrite par la chef intérimaire du deuxième groupe d'opposition, la députée de Lotbinière. Et, dans cette intervention, Mme la Présidente, je compte faire part aux gens qui nous écoutent et à tous nos collègues ici de l'Assemblée nationale de la position et de l'importance que le gouvernement apporte aux allégations qui courent actuellement dans le domaine du crime organisé, particulièrement dans le secteur de la construction.

Le ministre de la Sécurité publique et leader du gouvernement a eu l'occasion d'indiquer à de nombreuses reprises au cours de la période des questions, alors qu'il était précisément interpellé par la chef intérimaire du deuxième groupe d'opposition, la députée de Lotbinière, sur cette question, tout le sérieux que le gouvernement apporte à cette question. Et, pour reprendre les termes exacts prononcés par le ministre de la Sécurité publique sur cette question, le ministre a dit hier et répété aujourd'hui que nous prenons extrêmement au sérieux la situation et les allégations qui sont portées dans ce domaine.

n (15 h 20) n

Cela dit, Mme la Présidente, il faut rappeler à la députée de Lotbinière que jamais le gouvernement n'a fermé la porte à la tenue d'une enquête publique. Et la position du gouvernement, si on pouvait la synthétiser, la schématiser le plus simplement possible, est la suivante: il y a à l'heure actuelle de nombreuses enquêtes policières qui sont en cours, et il y a lieu de laisser aux policiers la possibilité de faire leur travail dans la plus grande marge de manoeuvre. Et, si nous arrivions à la conclusion que le travail policier ne pouvait plus donner de résultats, le gouvernement, à ce moment-là, prendra les décisions qui s'imposent, puisque, Mme la Présidente, l'objectif ultime que nous poursuivons, l'objectif ultime que poursuivent sans aucun doute tous les députés de cette Assemblée nationale, et l'objectif ultime que nous demande de poursuivre la population du Québec, quel est-il, cet objectif? Cet objectif, il est triple: si un tel système existe ? et j'utilise le conditionnel à escient, Mme la Présidente, puisqu'on parle d'allégations, que nous prenons extrêmement au sérieux, mais il s'agit d'allégations ? si un tel système existe, l'objectif est de le dénoncer, de faire cesser ce système et d'assurer que les personnes qui y ont participé ou qui en ont tiré les bénéfices soient punies avec toute la sévérité possible. C'est ça, l'objectif poursuivi par le gouvernement.

Maintenant, pour atteindre cet objectif, Mme la Présidente, le gouvernement a déjà pris et déjà annoncé des moyens très importants, notamment le 13 septembre dernier, pour intensifier les mesures pour permettre à tous les intervenants du système de justice, que ce soit le Directeur des poursuites criminelles et pénales, que ce soit l'Autorité des marchés financiers, que ce soient les corps policiers, que ces gens puissent disposer des ressources nécessaires pour intensifier les actions qui sont déjà menées.

Alors, en détail, Mme la Présidente, il faut rappeler à la députée de Lotbinière que de nombreuses opérations policières sont en cours, et certaines ont donné des résultats qui sont connus au plan public, et je vous permettrai d'en citer quelques-unes, Mme la Présidente. Il y avait l'opération SharQc, le 15 avril 2009, dont le but était de déstabiliser et de paralyser les activités criminelles de l'organisation des Hell's Angels du Québec, dont l'infiltration de l'économie légale. Le résultat de cette opération policière, Mme la Présidente, c'est 130 personnes qui ont été arrêtées, 177 perquisitions et des saisies d'argent, d'armes, de drogues et de motos. Voilà un exemple d'une opération policière qui est menée précisément dans le domaine soulevé ou dans les domaines connexes aux questions soulevées par la chef intérimaire du deuxième groupe d'opposition.

Le projet Dictature, du 20 mai 2009, dont le but était de mettre fin aux actes criminels commis à l'égard des commerçants du secteur des vitres teintées au Québec ? d'ailleurs, c'est un des exemples qui a été donné ce matin par le ministre de la Sécurité publique. Alors, il y a eu des... le propriétaire d'une entreprise tentait de prendre le monopole du secteur des vitres teintées en commettant des actes criminels; en 2002 et 2009, des menaces, intimidation, méfaits, voies de fait et incendies criminels. Résultat: 29 arrestations, perquisitions de 22 lieux d'intérêt et des saisies d'argent et d'objets liés à ces crimes.

Il y a d'autres opérations policières qui existent et qui visent à enquêter sur la criminalité financière organisée. Le ministre de la Sécurité publique a eu l'occasion d'en parler. D'autres enquêtes qui visent des activités frauduleuses d'évasion fiscale dans le secteur de la construction, en créant et en administrant des sociétés que l'on appelle communément des « coquilles » du fait qu'elles ont peu ou pas d'activités légitimes.

Ce que l'on constate et ce que les gens qui nous écoutent doivent retenir, Mme la Présidente, c'est que non seulement le gouvernement prend cette situation extrêmement au sérieux, mais que des gestes concrets sont posés quotidiennement par les corps policiers, qui, avec les moyens extrêmement sophistiqués dont ils disposent, posent les gestes en vue d'atteindre les objectifs que j'ai évoqués précédemment. Je répète quels sont ces objectifs: Si un tel système existe, le faire cesser immédiatement; si un tel système existe, le dénoncer publiquement pour en faire connaître les auteurs et rechercher et punir ceux qui en ont bénéficié.

La chef du deuxième groupe d'opposition disait ce matin, dans un préambule de cette question... ou laissait entendre, dans un préambule à ses questions, que peu de choses avaient été faites. Je reviens sur l'annonce faite par le ministre de la Sécurité publique, le ministre des Finances et la ministre de la Justice le 13 septembre dernier, une annonce qui indiquait que nous intensifierions les mesures pour lutter «contre les fraudes financières, la malversation et la corruption » .

Quel était l'objectif visé? Les « mesures permettront: d'augmenter les ressources dédiées à la répression; d'améliorer le dépistage des personnes et des entreprises qui offrent illégalement des produits d'investissement; de rechercher des peines plus dissuasives; [et] d'intensifier les efforts d'information et d'éducation des investisseurs » , particulièrement dans le marché financier.

Quelles sont les ressources qui ont été consacrées? La députée de Lotbinière saura que l'unité intégrée d'enquête qui résulte de cette annonce amène la coordination par la Sûreté du Québec du travail de 17 policiers et de trois civils et une augmentation des effectifs, parce que trois procureurs au bureau du Directeur des poursuites criminelles et pénales seront... leur travail sera totalement dédié à ces mesures d'intensification. Et nous croyons, du côté du gouvernement, Mme la Présidente, que la combinaison du travail fait par les corps policiers, qui, doit-on le répéter, sont des spécialistes dans le domaine des enquêtes... S'il y a un corps de personnes au Québec formées comme étant des spécialistes des enquêtes, ce sont les policiers. C'est ainsi que la société a choisi de s'organiser et c'est ainsi que le gouvernement concentre auprès de ces spécialistes les ressources financières et matérielles nécessaires pour que les enquêtes soient conduits et que, si des accusations doivent être portées, elles le soient le plus rapidement possible.

Je réitère cependant la position du gouvernement à l'effet que, si nous devons constater, malgré ces mesures d'intensification, malgré l'augmentation des ressources financières et matérielles, malgré le travail constant des policiers, qui sont les professionnels dans le domaine, que les opérations policières ne conduisaient pas aux résultats escomptés, le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires. Et je vous réitère, Mme la Présidente, que nous n'avons pas fermé, d'aucune façon, la porte à la tenue d'une enquête publique.

J'aimerais profiter également, Mme la Présidente, de l'occasion qui m'est offerte, parce que la députée de Lotbinière a soulevé un point important ce matin dans une de ses interventions où elle disait que des gens faisaient des dénonciations aux médias. Et elle a raison, on le voit, on le constate. On entend exactement la même chose que vous. Dénoncer les choses aux médias, ce n'est pas interdit, c'est même bien, mais, si des gens ont des informations particulières qui pourraient permettre de faire avancer les enquêtes policières, il est de leur devoir à titre de citoyens de transmettre ces informations à la police, qui, en toute sécurité et en toute confidentialité, peut traiter les informations qui leur seront transmises.

C'est ça, la situation, parce que, lorsqu'une personne se présente derrière un verre givré à la télévision nationale, en changeant sa voix et en faisant des dénonciations, c'est une chose qui alerte le public, mais tous les avocats qui ont déjà pratiqué, ici, dans une cour de justice savent que l'on ne peut tirer de ces allégations aucune once de preuve. Et ce dont le système de justice a besoin, Mme la Présidente, ce sont des preuves solides pour faire en sorte que ces personnes-là non seulement soient traduites devant les tribunaux, mais que les enquêtes criminelles qui seront conduites donnent des résultats. Je fais donc un appel à ceux et celles qui peuvent détenir de l'information pour transmettre cette information aux corps de police.

Évidemment, Mme la Présidente, la motion qui est présentée par la chef du deuxième groupe d'opposition appelle à une enquête publique immédiate. Le gouvernement estime, dans les circonstances, qu'il est prématuré de donner suite à cette motion et de déclencher une enquête publique immédiate, tant et aussi longtemps que nous n'en serons pas arrivés à la conclusion que le travail des

policiers n'est pas... ne permet pas d'arriver à des conclusions.

n (15 h 30) n

Aussi, compte tenu des nouvelles règles qui nous gouvernent, Mme la Présidente, et avec le... si elle devait y consentir, je proposerais que la motion soit amendée. Et, si vous le permettez, Mme la Présidente, conformément aux articles 98.1 et 196 du règlement, je suggérerais que la motion de la chef du deuxième groupe d'opposition soit amendée de la manière suivante: Aux première, deuxième et troisième lignes, remplacer les mots « exige du gouvernement qu'il mandate une commission d'enquête publique et indépendante afin de faire la lumière sur les » par les mots « prenne acte du fait que la Sûreté du Québec procède actuellement à des enquêtes sur des » et ajouter, à la fin de la dernière ligne, les mots « et demande au gouvernement de ne pas écarter, au terme de ces enquêtes criminelles, un recours à une enquête publique et indépendante » .

De sorte que la motion, telle qu'amendée, se lirait ainsi:

« Que l'Assemblée nationale prenne acte du fait que la Sûreté du Québec procède actuellement à des enquêtes sur des allégations de corruption, de malversation, de collusion et d'infiltration du crime organisé dans le domaine de la construction au Québec et demande au gouvernement de ne pas écarter, au terme de ces enquêtes criminelles, un recours à une enquête publique et indépendante. »

Et je dépose l'amendement, si j'ai le consentement de la chef du deuxième groupe d'opposition. Et je vous remercie, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Alors, madame, je voudrais vous rappeler la règle. En effet, tel que stipulé à l'article 98.1 de notre règlement, une motion présentée aux affaires inscrites par les députés de l'opposition « ne peut être amendée, sauf avec la permission de son auteur » .

Est-ce que la permission de l'auteur, en l'occurrence Mme la députée de Lotbinière, est accordée?

Mme Roy: Mme la Présidente, un tel amendement aurait pour effet de rendre ma motion tout à fait indolore, incolore, inodore, donc c'est... Si M. le leader adjoint m'avait proposé d'ajouter « maintenant » à ma proposition, j'aurais accepté, mais, telle que rédigée, je ne peux accepter.

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Donc, c'est un non.

Nous allons donc poursuivre le débat sur la motion de fond. Et je suis prête à reconnaître le prochain intervenant, M. le député de Chambly et porte-parole de l'opposition officielle en matière de sécurité publique, en vous rappelant que votre formation politique a 25 minutes. M. le député.

M. Bertrand St-Arnaud

M. St-Arnaud: Merci, Mme la Présidente. Alors, effectivement, Mme la Présidente, ces derniers mois, de nombreuses allégations de collusion, de corruption et de malversation dans le domaine de la construction ont été faites et ont fait les manchettes de nos médias. Je pense qu'il n'y a pas beaucoup de nos concitoyens, même ceux qui suivent l'actualité d'un peu plus loin, qui n'ont pas entendu parler de ces allégations de collusion, de corruption et de malversation. Il ne m'apparaît pas nécessaire, à ce moment-ci, Mme la Présidente, d'élaborer très longuement sur tous ces cas, Mme la députée de Lotbinière en a rappelé plusieurs, tous les ont à l'esprit, et en fait on ne les compte plus, tellement il y en a.

Face à ces allégations et aux demandes de certains qui réclamaient, dès la toute première allégation, la création d'une commission d'enquête, l'attitude de l'opposition officielle en a d'abord été une de prudence et, je dirais même, en quelque sorte, Mme la Présidente, de sagesse, parce que, vous savez, Mme la Présidente, on ne décide pas de créer une commission d'enquête sur un coin de table. Ceux qui, dans cette salle, ont oeuvré en périphérie d'une commission d'enquête le savent très bien: une commission d'enquête, c'est un processus lourd, coûteux et dont les travaux se comptent généralement non pas en termes de mois, mais en termes d'années. Alors, il y avait lieu, Mme la Présidente, d'être prudents avant de décider de créer une commission d'enquête.

Cela dit, au cours des dernières semaines, au cours tout particulièrement des derniers jours, les allégations de collusion et de malversation se sont multipliées et ont pris une ampleur toute particulière qui laisse maintenant entrevoir non plus seulement quelques cas individuels, mais l'existence d'un véritable système. En effet, depuis quelques jours, on parle maintenant d'un club sélect d'entrepreneurs qui se partageraient les contrats entre eux, une collusion qui entraînerait des coûts supplémentaires de 20 % à 30 % pour les contribuables. Ça, Mme la Présidente, c'est l'argent de nos concitoyens, c'est notre argent, c'est l'argent de ceux qui paient de l'impôt. Alors, devant toutes ces allégations qui s'accumulent, qui prennent de l'ampleur, une ampleur inquiétante, extrêmement préoccupante, force est d'admettre qu'une commission d'enquête sur la collusion et la malversation dans l'industrie de la construction est maintenant nécessaire. Mme la Présidente, nous en sommes rendus là.

Il arrive en effet des moments dans l'histoire d'une société où, face à certaines allégations, face à certains événements, cette société doit regarder l'ensemble du problème et faire enquête plus largement, et ce, afin d'établir des balises pour l'avenir. Ce fut le cas, on en a parlé dans les années soixante-dix, on en a parlé récemment, où, devant toute une série d'allégations et d'événements eu égard à l'exercice de la liberté syndicale, des allégations de violence, des allégations d'intimidation, et on pense, entre autres, au saccage sur le chantier LG 2, devant toute cette série d'allégations, le gouvernement libéral de l'époque avait décidé de créer une commission d'enquête sur l'exercice de la liberté syndicale dans l'industrie de la construction, la commission Cliche, présidée par le juge Robert Cliche. 14 mois plus tard, après s'être penchée sur l'ensemble de la problématique, après avoir entendu de nombreux témoins, la commission Cliche formulait 134 recommandations, et plusieurs furent suivies et ont contribué à un assainissement réel de l'industrie, du climat, et à une paix indiscutable pour de très nombreuses années.

Notons au passage que ce n'est pas parce que la commission Cliche avait été créée que cela a empêché la justice de suivre son cours. Au contraire, parallèlement aux travaux de la commission Cliche, certaines personnes étaient accusées d'actes criminels devant les tribunaux.

Je pourrais vous parler également de la CECO, mais, plus récemment, je vous parlerais, Mme la Présidente, d'un autre exemple, qui est un peu plus éloigné du cas présent mais qui est quand même... qu'il est quand même intéressant de se rappeler: c'est bien sûr la commission Poitras. Vous vous rappellerez, Mme la Présidente ? vous étiez parlementaire durant les années quatre-vingt-dix ? que, durant les années quatre-vingt-dix, ont commencé à surgir différentes allégations sur le comportement de certains policiers de la Sûreté du Québec. Et rapidement les allégations se sont multipliées, au point où le gouvernement de l'époque, un gouvernement du Parti québécois, a décidé de créer la commission Poitras, du nom du juge Lawrence Poitras, la commission d'enquête chargée de faire enquête sur la Sûreté du Québec.

Encore une fois, cette commission formula plusieurs recommandations qui, une fois mises en application, transformèrent le monde policier au Québec, et notamment la Sûreté du Québec, notre police nationale, qui se caractérise maintenant par son très grand professionnalisme, et ça, c'est en grande partie en raison des travaux de la commission Poitras.

Alors, Mme la Présidente, quand je regarde d'abord certaines déclarations qui sont faites au cours des dernières semaines... Par exemple, le maire de Montréal lui-même qui dit ceci: « La corruption dans l'industrie de la construction est un problème connu au Québec[...]. Il y a un problème à Montréal, il y a un problème au Québec, il y a un problème fondamental, et c'est la corruption dans l'industrie de la construction. » Ça, c'est le maire de Montréal lui-même qui dit ça, Mme la Présidente. Un expert, le Pr Jean Sexton, ancien professeur en relations industrielles à Laval, dit, lui, ceci: « La corruption est indissociable de l'industrie de la construction. »

Quand je regarde ces déclarations, quand je regarde la multiplication des allégations de malversation, de collusion, de corruption qui se présentent dans le décor depuis quelques mois, et quand je regarde tout particulièrement l'ampleur de ces allégations, qui ne semblent plus maintenant être des cas isolés, et c'est ce qui se dégage des événements des derniers jours, des dernières semaines, je pense qu'il est maintenant temps, pour le gouvernement, d'agir et de nommer, d'instituer une commission d'enquête pour faire la lumière sur ce qui se passe réellement dans l'industrie de la construction et pour formuler des recommandations pour dégager des pistes pour la suite des choses.

Hier, le ministre de la Sécurité publique disait, au nom du gouvernement, et il le répétait encore ce matin, et le député de Châteauguay vient tout juste de reprendre ses propos: Laissons les enquêtes policières se poursuivre, laissons les policiers faire leur travail. Attendons de voir ce que les enquêtes policières donneront, et on verra après. Le problème avec cette position, c'est qu'on risque à ce moment-là d'attendre très, très, très longtemps, peut-être des années, Mme la Présidente, alors qu'il importe dès

maintenant, dès maintenant, de faire la lumière sur ce qui se passe dans l'industrie de la construction, alors qu'il y a des allégations de système organisé, de club sélect d'entrepreneurs, alors, comme le rappelait Mme la députée de Lotbinière, qu'il y a présentement des milliards et des milliards de contrats qui se donnent en matière d'infrastructures au Québec. C'est dès maintenant qu'il faut faire la lumière sur l'industrie de la construction.

Si on attend les résultats, comme le suggère le député gouvernemental, le whip du gouvernement, si on attend les résultats des enquêtes policières, ça peut être très long. Dans le cas de Vincent Lacroix, ça a pris des années avant que l'enquête policière de la GRC finisse par aboutir. Plus récemment et tout près de nous, dans le cas de l'ex-lieutenant-gouverneur, l'enquête policière a duré des mois et des mois ? et je voyais tantôt la députée de Taschereau qui a suivi ce dossier de près ? l'enquête policière a duré des mois avant de se retrouver sur le bureau du Procureur, où il est resté pendant des mois avant de se retrouver sur le bureau du directeur des poursuites pénales, où il est encore resté pendant des mois. Et là on est en train de faire une préenquête, il n'y a même pas encore... on ne sait même pas encore s'il y aura des accusations. Ça peut durer très longtemps si on attend le fruit des enquêtes policières.

n (15 h 40) n

Et d'ailleurs, pas plus tard que cet été, le directeur de la Sûreté du Québec lui-même, M. Deschesnes, Richard Deschesnes, disait ceci... Il avouait, lui aussi, que c'est très long, ces enquêtes-là. Il dit : « Ce sont des enquêtes complexes, qui ne peuvent pas se faire rapidement. Elles nécessitent beaucoup d'analyses de documents, de rencontres de personnes. Disons qu'on a pas mal de dossiers. Nos gens sont très occupés présentement. » Et encore cette semaine, au début de la semaine, la Sûreté du Québec disait dans un communiqué : Ces enquêtes« demandent du temps étant donné la complexité et l'ampleur des dossiers... »

Et, vous savez, Mme la Présidente, je ne doute pas un instant que la Sûreté du Québec travaille avec acharnement, même si je trouve que les moyens qu'on a annoncés le 13 septembre dernier, que le gouvernement a annoncés sont nettement insuffisants. On annonce quelques policiers supplémentaires. Ce ne sont pas des moyens très importants, comme l'a dit le whip du gouvernement, ce sont des moyens qui sont, quant à nous, très insuffisants. Mais je ne doute pas que les policiers travaillent, qu'ils travaillent très fort. Cependant, Mme la Présidente, si on attend le résultat de ces enquêtes, il va y avoir un problème parce que ça va prendre des années.

Et de toute façon je pense que ce qu'il est important de noter, c'est que, même si une commission d'enquête sur les... la malversation, la collusion dans l'industrie de la construction est créée, rien n'empêche en parallèle que des enquêtes criminelles se poursuivent et que des accusations criminelles soient portées. L'un n'exclut pas nécessairement l'autre. Ça peut très bien être l'un et l'autre, avoir, d'une part... continuer à faire des enquêtes policières, continuer à trouver des individus, des cas précis, des individus qui sont coupables, qu'on accuse devant les tribunaux criminels, ça, c'est une chose, mais, parallèlement à ça, on peut très bien instituer une commission d'enquête qui plus largement constate l'existence possible de malversation, de collusion dans le système et qui éventuellement préconise différentes recommandations pour qu'on règle ce problème une fois pour toutes et pour plusieurs décennies. Vous savez d'ailleurs qu'une commission d'enquête a des moyens. Elle peut envoyer des subpoenas et inciter des gens à se présenter devant elle.

Je vois, Mme la Présidente, que le temps s'écoule. Je crois également que cette commission d'enquête doit être instituée par respect pour les travailleurs de la construction. D'ailleurs, je voyais récemment, dans *Le Nouvelliste* de Trois-Rivières, une déclaration du président de la FTQ-Construction, M. Yves Mercure, qui disait lui-même : « S'ils peuvent nettoyer notre industrie, on va être bien contents! » Alors, par respect pour les travailleurs de la construction et par respect aussi pour les honnêtes entrepreneurs en construction, qui sont présentement éclaboussés par les différentes accusations qui circulent, je pense qu'il importe de faire une lumière complète sur l'ensemble du problème.

Je tiens également, Mme la Présidente, à dire que ce n'est pas seulement l'opposition officielle qui demande une telle commission d'enquête, mais c'est effectivement, et Mme la députée de Lotbinière le rappelait tantôt, un nombre très important de nos concitoyens qui sont concernés parce que c'est dans leurs poches qu'on va chercher le 20 % à 30 % possible sur les contrats. Donc, il y a de plus en plus de nos concitoyens et d'observateurs qui disent, comme l'opposition officielle le dit : On en est rendus là. Il faut une commission d'enquête.

Mme la députée de Lotbinière a rappelé certaines de ces personnes. Effectivement, au fil des semaines, on a pu lire Michèle Ouimet,

dans *La Presse*, qui disait: *Une commission d'enquête s'impose*. On a pu lire effectivement un chroniqueur expérimenté, Yves Boisvert, qui titrait son article: *Une commission Cliche pour notre temps*. Lysiane Gagnon... Jacques Duchesneau, qui effectivement a une expertise en la matière, Jacques Duchesneau a été chef du service de police... à l'époque, on appelait ça le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal, et Jacques Duchesneau qui dit: « Réveillez-vous! » « Jacques Duchesneau [...] est convaincu que la corruption est une réalité bien ancrée dans la vie municipale au Québec. » C'est quand même un témoignage supplémentaire qu'on doit entendre, tout comme celui de Jean Cournoyer, ancien ministre du Travail, qui en est venu à la conclusion au fil des semaines, tout comme l'opposition officielle, qu'on en était rendus maintenant à avoir une commission d'enquête.

Et je concluais effectivement dans le même sens que Mme la députée de Lotbinière en vous citant Claude Poirier. Claude Poirier, c'est quand même quelqu'un qui suit de près ces questions depuis presque un demi-siècle, Mme la Présidente, alors il a quand même une certaine expertise. Et, pas plus tard que ce matin, j'ai demandé qu'on me sorte la transcription de ce qu'il a dit et je vais le citer. Il parlait, puis vous savez comment M. Poirier est, alors il parle à... il s'exprime... et il parlait à M. Dupuis via la caméra, et il disait ceci: « Il y en a déjà eu, M. Dupuis, des enquêtes de police avant la commission Cliche. Ça ne change rien. »

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): M. le député de Chambly, je voudrais vous rappeler qu'on ne peut pas nommer un député autrement que par son titre, ni directement ni indirectement.

M. St-Arnaud: Alors, il disait, Mme la Présidente: « Il y en a déjà eu, [M. le ministre], des enquêtes de police avant la commission Cliche. Ça ne change rien. Parlez avec les policiers, [M. le ministre], puis ils vont vous répondre qu'ils ont de la misère à avoir des déclarations de constructeurs. J'en ai une dizaine, moi, qui m'ont appelé. Ils vivent dans la terreur puis ils n'iront pas se plaindre à la police. Mais, si on fait une commission d'enquête, les gens vont être obligés de venir témoigner parce qu'ils ont un subpoena. J'en parlais avec l'ancien ministre Jean Cournoyer qui me disait carrément: "Claude, c'est la seule façon". On le sait ? et c'est toujours M. Poirier qui parle ? on le sait, la chef de l'opposition officielle vient de le demander, ça prend une enquête publique, et j'endosse cette position-là. » Je pense que c'est quand même un témoignage qu'on doit, vu l'expertise de la personne qui prononce ces paroles, regarder avec attention. Claude Poirier dit: « La vraie solution, c'est une commission d'enquête. »

Alors, en conclusion, Mme la Présidente, nous pensons, de ce côté-ci de la Chambre, que le gouvernement n'a plus le choix: parallèlement aux enquêtes policières qui se poursuivent et qui doivent se poursuivre, et, si possible, et je le dis au whip gouvernemental pour qu'il transmette le message au ministre de la Sécurité publique, si possible avec plus de moyens, plus de moyens. L'annonce que vous avez faite il y a une dizaine de jours, elle est insuffisante.

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): M. le député de Chambly, je vous invite, s'il vous plaît, à vous adresser à la présidence et de ne pas interpellier un député dans cette Chambre.

M. St-Arnaud: Par votre entremise, Mme la Présidente, je dis ce... le message suivant: Parallèlement aux enquêtes policières, qui se poursuivent et qui doivent se poursuivre et si possible avec davantage de moyens... Parce que ce qui a été annoncé la semaine dernière, c'était une belle conférence de presse un beau dimanche midi, ça semblait gros, mais, dans les faits, quand on regarde vraiment ce qui a été ajouté, c'est quelques policiers supplémentaires. Ce n'est pas ça qui va régler l'ensemble du problème des enquêtes.

Alors, parallèlement, cela dit, donc aux enquêtes policières et si possible avec davantage de moyens, une commission d'enquête plus large portant sur la corruption, la collusion et la malversation dans l'industrie de la construction se doit d'être instituée. Et en conséquence, Mme la Présidente, l'opposition officielle votera en faveur de la motion qui est présentée par la députée de Lotbinière et qui est présentement en débat. Nous voterons en faveur de cette motion. Je vous remercie.

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Je vous remercie, M. le député de Chambly. Je reconnais maintenant M. le député de Chauveau, porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière d'éducation, d'identité et de culture. M. le député, en vous rappelant qu'il vous reste 23 minutes à votre formation politique, abstraction faite du 10 minutes de réplique de Mme la députée de Lotbinière.

M. Gérard Deltell

M. Deltell: Je vous remercie infiniment, Mme la Présidente. Ça me fait plaisir de participer au débat initié par ma chef, la députée

de Lotbinière.

Mme la Présidente, le coeur du débat aujourd'hui, au-delà de la question de la construction, au-delà de la question des sous des contribuables, au-delà de la question de ce qui se passe à travers le monde de la construction actuellement, c'est une question de confiance, et la confiance, Mme la Présidente, ça se mérite et ça se préserve.

Et, au moment où on se parle, on vit une crise de confiance dans le domaine de la construction. Pourquoi? Parce que, jour après jour, nous apprenons, en écoutant la télé, en lisant les journaux, qu'il y a des situations compromettantes dans le monde de la construction, qu'il y en a qui s'en mettent plein les poches et que ça empêche le développement économique normal et surtout la bonne gestion des fonds publics et également la saine gestion des travaux de construction qui ont cours au Québec.

Vous savez, c'est bien intéressant d'écouter le travail des journalistes. Je l'apprécie grandement, moi le premier, mais force est d'admettre qu'il est temps que le gouvernement agisse, mette ses culottes, et soutiennent la proposition que nous, à l'ADQ, avons faite l'hiver dernier, soit d'instituer une commission d'enquête sur l'industrie de la construction.

Crise de confiance mais également, Mme la Présidente, urgence d'agir. Pourquoi? Parce que, on le sait, le gouvernement n'a de cesse de répéter qu'il investit des milliards de dollars dans la construction, entre autres dans le domaine de la construction des travaux routiers. C'est bien beau, Mme la Présidente, on parle même de 7 milliards de dollars juste pour la construction des routes. Mais ce que l'on apprend en écoutant la télé et en lisant les journaux, c'est que, dans le monde de la construction actuellement, il y aurait 30 %... ça coûterait 30 % plus cher parce que justement il y a une collusion qui existerait actuellement dans ce domaine-là. Mais, quand on investit 7 milliards de dollars et qu'on parle de 30 % qui seraient détournés de façon malveillante, eh bien, c'est 2 milliards d'argent des contribuables qui seraient détournés ainsi. 2 milliards de dollars, Mme la Présidente.

n (15 h 50) n

Vous savez comme moi que nous sommes actuellement dans une crise économique importante, que ça amène le gouvernement à avoir réintroduit, dans notre administration publique, le déficit et à accroître la dette d'une façon spectaculairement honteuse. Eh bien, Mme la Présidente, on ne peut pas se payer le luxe de fermer les yeux sur cette réalité. C'est 2 milliards de dollars qui risquent d'être, dans les années à venir, détournés par malversation.

Nous reconnaissons qu'en effet il y a des enquêtes policières qui ont cours actuellement mais, comme l'a dit ma chef un peu plus tôt, les enquêtes policières, c'est long, ça prend du temps, et c'est également limité dans leur pouvoir d'action concret et réel puisque, comme l'a dit d'ailleurs tout à l'heure le député de l'opposition officielle, il y a des gens qui ne pourraient peut-être pas... ne seraient peut-être pas à l'aise de comparaître mais, lorsqu'il y a une commission d'enquête, bien ces gens-là pourraient agir. Donc, crise de confiance, urgence d'agir. Et, oui, il y a des enquêtes policières, mais on doit aller plus loin.

D'ailleurs, Mme la Présidente, on n'invente rien, il y a des précédents qui existent. Remontons dans l'histoire, il y a 35 ans, alors que le premier ministre Robert Bourassa, un grand bâtisseur, lui, avait justement décidé d'instituer une commission d'enquête dans le monde syndical de la construction, que l'on avait appelée la commission Cliche.

En fait, qu'est-ce qui s'est passé à ce moment-là? Rappelons les circonstances, rappelons le climat du temps. Nous étions, au début des années soixante-dix, au Québec, dans un véritable chantier, puisqu'il y avait d'énormes chantiers de construction, des mégaprojets qui avaient cours, que l'on pense à Mirabel, que l'on pense au parc olympique, que l'on pense à la Baie James. Tant et si bien que le monde syndical de la construction se livrait une guerre sans merci afin d'obtenir l'adhésion des travailleurs.

Il y avait du maraudage, mais du maraudage, ça a été démontré, du maraudage criminel, du maraudage violent. Ce qui avait amené, le 21 mars 1974, à une situation tout à fait désastreuse et scandaleuse, le saccage de ce très grand chantier qui était la Baie James. On sait qu'à ce moment-là ça avait freiné le développement, on avait fermé le chantier pendant presque deux mois, 55 jours, et que ça avait contribué... ça avait coûté, plutôt, aux contribuables 30 milliards... 30 millions de dollars en dégâts.

Donc, il y avait de la violence syndicale. Le premier ministre Robert Bourassa constate la situation et, quelques jours plus tard, soit le 27 mars, institue une commission d'enquête publique sur cette situation-là et confie le mandat à un juge, Robert Cliche, le juge Robert Cliche, un homme d'une droiture tout à fait remarquable, et respecté.

Une voix: ...

M. Deltell: Et un Beauceron, dois-je ajouter.

Donc, le juge Cliche institue cette commission d'enquête. Et je tiens à vous préciser, Mme la Présidente, qu'à ce moment-là, à ce moment-là, il y avait des enquêtes policières qui avaient cours. On se retrouve donc dans la même situation. Il y avait des enquêtes policières qui avaient cours. Mais ce n'est pas parce que les enquêtes policières avaient cours que le premier ministre Bourassa, lui, a fermé les yeux sur l'urgence d'agir. Parce qu'il y avait une crise de confiance, il y avait urgence d'agir. C'est pourquoi, lui, il a eu le courage, l'honneur d'implanter une commission d'enquête, et c'est ce que nous demandons aujourd'hui.

Il y a 35 ans, Mme la Présidente, comme en témoigne d'ailleurs cet article à la une du *Devoir*, eh bien on mentionne que l'enquête royale portera sur la liberté syndicale. Et il est... on cite le ministre du Travail du temps, Jean Cournoyer, qui dit: Malgré le fait qu'il y a des enquêtes policières, nous devons instituer une enquête royale. Ça n'empêchera pas la tenue des enquêtes policières. Donc, ce qui se faisait il y a 35 ans devrait inspirer l'actuel gouvernement. Et je leur rappelle que celui qui a institué ça, c'est un grand bâtisseur, Robert Bourassa.

Donc, la commission Cliche s'ouvre. Et, petit clin d'oeil à l'histoire, ça va intéresser tous nos parlementaires, il y a des gens qui, plus tard, connaîtront une carrière pour le moins glorieuse, qui faisaient partie de la commission d'enquête, à savoir Guy Chevette, qui était à l'époque un tout jeune syndicaliste de 34 ans de la CEQ, Brian Mulroney, qui plus tard deviendra évidemment premier ministre du Canada, un grand Québécois, et également Lucien Bouchard qui, lui aussi, deviendra plus tard premier ministre mais ici, au Québec.

Donc, la commission Cliche, et je m'en souviens très bien, Mme la Présidente, j'étais tout jeune mais je suivais ça avec attention comme bien des gens, pendant 68 jours, on pouvait suivre ça à la télé, et c'était fascinant. Fascinant parce qu'il y avait 279 personnes qui sont allées témoigner, mais surtout de voir déclorer sous nos yeux toute cette réalité malheureuse, pitoyable et triste qui affligeait le monde syndical et le monde de la construction.

Mais ça valait la peine. Pourquoi? Parce que, 35 ans plus tard, on doit constater que, oui, la façon de procéder dans le monde syndical actuellement s'est beaucoup améliorée. Et ça, pourquoi? Parce qu'il y a eu une commission d'enquête publique qui a été menée là-dessus, et c'est pourquoi aujourd'hui nous demandons la même chose.

Évidemment, Mme la Présidente, aujourd'hui, même si on peut établir des parallèles avec la commission Cliche ? à l'époque de la commission Cliche, il était question de violence, de terreur dans le monde syndical ? aujourd'hui, il est question de mauvaise gestion des fonds publics. Et, dans la situation actuelle, dans l'état de notre économie et dans l'état de l'économie de nos finances publiques, il est impératif que le gouvernement soit saisi de cette question le plus rapidement possible. On ne peut pas se permettre le luxe de perdre des milliards de dollars. Parce qu'actuellement, ce que l'on entend, ce que l'on apprend, et ce que l'on découvre, et ce que l'on, malheureusement, constate, c'est quoi? C'est que c'est 30 %, à chaque fois qu'on investit un dollar dans le domaine de la construction, il y aurait 0,30 \$ qui seraient mal versés. Bien, ça, Mme la Présidente, c'est des milliards de dollars. Et nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de fermer les yeux là-dessus. Les enquêtes criminelles qui ont cours actuellement... les enquêtes policières, pardon, qui ont cours actuellement sont bien, mais sont limitées. Et c'est pourquoi nous réclamons la tenue d'une enquête publique.

Et, Mme la Présidente, en terminant, je tends la main au gouvernement pour qu'il fasse sienne la proposition que, nous, nous proposons depuis déjà un bon moment. Pourquoi? Parce que la confiance n'est pas de la partisanerie politique. Nous sommes à une étape actuellement, en raison de l'urgence de la situation, où l'on doit être au-dessus de la mêlée. Et, à cet effet, Mme la Présidente, je salue le fait que l'opposition officielle ait fait sienne notre proposition. Je dirais peut-être qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire. Mais ce qui compte, ce qui compte, c'est que nous avons maintenant le soutien de l'opposition officielle ? nous ne sommes plus seuls maintenant ? et que, depuis des semaines et des semaines, nous accumulons, les uns derrière les autres, les appuis de personnalités publiques.

Je vous parlais tout à l'heure de Jean Cournoyer qui, il y a 35 ans, était ministre du Travail et donc avait, lui, pris part à la décision du premier ministre Bourassa d'instituer la commission Cliche. Eh bien, qu'est-ce que dit aujourd'hui M. Cournoyer? Eh bien, il

dit: « Pour moi, une commission d'enquête qui serait de la nature de la commission Cliche dans tous les organismes, puis impliquerait tous les organismes qui relèvent des fonds publics, il me semble que ce serait plus clair et [que] ça ferait peur à ceux qui, effectivement, aujourd'hui, utilisent leur pouvoir ou en abusent. »

Ça, c'est un gars qui sait de quoi il parle parce qu'il y a 35 ans c'est lui qui a pris part à la décision instituant une commission d'enquête, qui en rien n'avait empêché le travail des enquêtes policières, mais qui allait plus loin et qui a permis, il y a 35 ans, d'assainir le monde syndical. Nous sommes confrontés actuellement à la même situation, mais là ce n'est pas une question de savoir si les gens sont fins ou pas fins dans le monde syndical, c'est de savoir si on gère bien les fonds publics. On ne peut pas se payer le luxe de fermer les yeux là-dessus.

Donc, Mme la Présidente, j'en appelle à nouveau au bon sens du gouvernement pour qu'il adhère à la proposition qui a été faite par notre chef parlementaire, la députée de Lotbinière, à qui je tiens à rendre hommage aujourd'hui. Pourquoi? Parce qu'elle a été la première à sonner la cloche concernant cette situation-là. Alors que d'aucuns tentaient de noyer le poisson, jour après jour notre chef parlementaire, la députée de Lotbinière, s'est tenue droite et, à huit reprises, a interrogé le gouvernement là-dessus. Enfin, la lumière commence à se faire. Je salue le soutien de l'opposition officielle, mais je tiens d'abord et essentiellement à saluer le fait qu'il y a des mois notre chef parlementaire avait vu juste. Merci, Mme la Présidente.

n (16 heures) n

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Je vous remercie, M. le député de Chauveau. Je reconnais maintenant M. le député de Château... de Chomedey et adjoint parlementaire de la ministre des Transports. M. le député.

M. Guy Ouellette

M. Ouellette: Merci, Mme la Présidente. Ce n'est pas tellement loin, Châteauguay de Chomedey, Mme la Présidente. Depuis six mois, et au gré d'informations médiatiques, l'idée d'une commission d'enquête refait surface dans nos débats. Il y a plusieurs commentaires puis il y a plusieurs questionnements tant du côté de l'ADQ que du Parti québécois. Mme la Présidente, je ne vous surprendrai pas en vous disant qu'il faut résister à cette solution de facilité et permettre au système de faire son travail. Il est définitivement prématuré, à ce stade-ci, de même penser à mandater une commission d'enquête chargée, comme la motion de la seconde opposition le mentionne, de faire la lumière sur les allégations de corruption, de malversation, de collusion et d'infiltration du crime organisé dans le domaine de la construction au Québec.

Si j'étais encore actif et que je n'avais pas été obligé de prendre cette retraite à 32 ans de service, en 2001, je serais préoccupé par le débat qui se déroule. Et, à titre d'exemple, je n'ai pas vu ça en 32 ans au sein de la Sûreté du Québec et en 40 ans dans le milieu, parce que j'ai joint les rangs de la Sûreté du Québec en 1969, et c'est une des premières fois que la Sûreté du Québec, publiquement, le 17 juin 2009 et le 21 septembre, fait un appel au public par communiqué de presse et en demandant l'aide des médias pour obtenir des informations et aussi pour mentionner aux gens qui auraient des informations, aussi minimes soient-elles, Mme la Présidente, d'utiliser la ligne confidentielle qu'on a au sein de la Sûreté du Québec, le [REDACTED] ? je le sais par coeur parce que j'ai travaillé avec cette ligne-là pendant tellement longtemps ? ou la ligne d'Info-Crime, [REDACTED]

Une voix: ...

M. Ouellette: Non, ce n'est pas de l'infopub. Mes collègues de l'ADQ mentionnent que c'est de l'infopub. Non, ce n'est pas de l'infopub, c'est un moyen, effectivement, d'aider le système ? et je vais en reparler tantôt ? à venir à bout... ou à faire progresser des enquêtes policières qui pourraient prouver certaines allégations qui sont dans l'air.

Une commission d'enquête à ce stage-ci risquerait d'annihiler des années d'efforts, de saboter plusieurs enquêtes et plusieurs mesures d'enquête qui sont factuelles, de contaminer des éléments de preuve. Et on a un vieux dicton dans la police qui disait qu'une tonne d'allégations ne fera jamais une once de preuve, et il y a plusieurs avocats qui sont ici, à l'Assemblée nationale, plusieurs collègues qui connaissent ce vieux dicton. Plusieurs ont eu à plaider devant des cours criminelles ou devant les cours civiles, et ils n'auraient pas eu grand succès si leurs plaidoiries s'étaient basées seulement que sur des allégations, Mme la Présidente.

Je pense que, ce matin, aussi il faut prendre acte du commentaire du vérificateur général de la ville de Montréal, Mme la Présidente.

Et c'est rapporté dans *La Presse* de ce matin, un sage commentaire, le vérificateur général, en transmettant une portion de son rapport à la Sûreté du Québec, a mentionné ceci: « Je ne suis pas... » Et je le cite, il dit: « Je ne suis pas enquêteur, [moi, ma job,] je suis vérificateur. » Et je pense que c'est une sage position, et je nous encourage à faire autant. Le travail des membres de cette Assemblée nationale, Mme la Présidente, c'est de procurer aux forces policières des outils, tous les outils qui sont nécessaires pour la protection du public et pour le maintien de la paix sociale à la grandeur de l'État québécois.

Je nous rappelle les efforts qui avaient été déployés par les collègues de l'Assemblée nationale en 1995, alors que j'étais sur le terrain et où le politique avait fait beaucoup d'efforts qui ont amené des changements législatifs au Code criminel avec la loi antigang, communément appelée C-95, qui créait des nouvelles infractions de gangstérisme, qui criminalisait la participation aux activités d'une organisation criminelle, la commission d'infractions au profit d'une organisation criminelle et la direction d'actions au profit d'une organisation criminelle. Ces nouvelles dispositions qui ont été introduites en 1995, les forces policières les ont utilisées à maintes reprises au cours des années, ce qui a permis de lourdes condamnations dans des opérations policières que je vais parler dans quelques minutes.

Autre élément, c'est que des accusations de gangstérisme, Mme la Présidente, ce sont des peines qui sont consécutives et non pas concurrentes à toute peine que tu vas recevoir, et les individus condamnés doivent purger la moitié de cette peine. Il y a beaucoup de discussions présentement dans la population, à la Chambre des communes, à l'Assemblée nationale sur les libérations conditionnelles, les examens expéditifs, le sixième des sentences où les gens recouvrent la liberté. Dans des accusations de gangstérisme, on purge la moitié des sentences. Je vais revenir aussi au sixième tantôt.

Je pense qu'il nous faut éviter, Mme la Présidente, de mêler la mission des deux domaines: la police et le politique. Le ministre de la Sécurité publique, déjà le 23 avril, mentionnait qu'il était prématuré pour l'instant de mandater une commission d'enquête, et, je le réitère aujourd'hui, il faut laisser aux forces policières, très professionnelles et qui ont toujours été très professionnelles... Et, en reprenant l'argument de mon collègue de Chambly, ce n'est pas juste après la commission Poitras que la lumière s'est faite et qu'ils sont devenus professionnels, ils l'ont toujours été. Et, quand on connaît les entrants de la commission Poitras, il y a plusieurs éléments et il y a plusieurs pressions qui ont été faits par le crime organisé qui ont amené à cette commission d'enquête aussi.

Justement, Mme la Présidente, quelle est la mission des forces policières? Je le rappelle pour ceux qui nous écoutent aujourd'hui pour ne pas qu'on l'oublie et qu'on ramène le débat où il doit être, la mission des policiers, c'est de protéger la vie, maintenir la paix sociale, l'ordre et la sécurité publique, prévenir et réprimer le crime, rechercher les auteurs, les traduire devant les tribunaux. Au cours des dernières années, on a réajouté: Pour réaliser cette mission ? pour être à la saveur 2009 ? on doit assurer la sécurité des personnes et des biens, sauvegarder leurs droits et leurs libertés, respecter les victimes et être attentifs à leurs besoins.

Maintenant, il est important aussi pour les gens qui nous écoutent de comprendre pourquoi c'est la Sûreté du Québec qui fait enquête, pourquoi la police de Chambly, ou la police de Marieville, ou d'autres corps de police ne peuvent enquêter sur ce genre d'allégation ou ce genre de dossier. Il y a, dans la Loi de police, à son article 70... L'article 70 et l'annexe G précisent les champs de compétence des corps policiers et de la Sûreté du Québec et précisent les niveaux d'intervention. Quand on parle de corruption de fonctionnaires judiciaires ou municipaux, c'est une infraction couverte par le niveau 5, et il y a seulement qu'un endroit au Québec, le niveau 5 étant réservé aux municipalités de 1 million d'habitants et plus. Donc, ça s'applique à la ville de Montréal.

Le niveau 6, Mme la Présidente, c'est réservé à la Sûreté du Québec ? les cinq premiers niveaux et le niveau 6 ? et les policiers de la Sûreté du Québec s'occupent de corruption de fonctionnaires, s'occupent de malversation, de transactions immobilières frauduleuses, de la coordination d'enquête lors d'événements hors du commun, de la coordination de la lutte contre le crime organisé, tous les crimes touchant les revenus de l'État, sa sécurité ou son intégrité. Je pense que la Sûreté du Québec a été très claire, Mme la Présidente, elle est à pied d'oeuvre, et ses deux appels, du 17 juin et du 21 septembre, mentionnant ? et, comme je l'ai mentionné, je n'ai pas vu ça souvent en 40 ans ? qu'elle était très active.

Parlons-en maintenant, des enquêtes, sans révéler de secret d'État. À partir de plaintes, d'allégations, les enquêteurs doivent s'assurer du bien-fondé de ces informations reçues et tout mettre en oeuvre après pour faire cesser le comportement délictueux et remplir leur mission de protection de la vie. Les policiers doivent être professionnels, avoir de la rigueur et ? un mot qu'on n'a pas entendu encore tellement et qui n'est sûrement pas antiparlementaire ? être factuels dans toutes leurs démarches, donc être en mesure de prouver. Pas des rumeurs, pas des allégations, il faut qu'ils soient factuels.

n (16 h 10) n

C'est sûr que la suite des enquêtes va nécessiter plusieurs phases, que ce soit la cueillette d'information au moyen de la ligne 1 800, que je mentionnais tantôt, de la ligne Info-Crime. À titre d'exemple ? et ce n'est pas des allégations ? en 1997, avec le ministre de la Sécurité publique actuel, nous avons procédé à la saisie du local des Hell's Angels ici même, à Saint-Nicolas, suite à un appel de quelqu'un, un appel confidentiel de quelqu'un sur la ligne 1 800 qui nous transmettait ces informations-là. Je le répète, c'est confidentiel.

Je veux bien qu'on me dise que certains journalistes reçoivent des dizaines et des dizaines d'appels, ils vident leurs boîtes vocales trois fois par semaine ou trois fois par jour, mais je dirais à ces gens-là: [REDACTED]. Et ce n'est pas une publicité, ça aidera. Ça aidera ? et la preuve en est faite, j'ai eu à témoigner de nombreuses reprises ? ça aidera à faire avancer le système, ça aidera à faire en sorte que notre système soit organisé. Parce que le plus gros problème qu'on peut voir aujourd'hui, c'est de faire en sorte que notre système soit en vase clos, soit désorganisé face au crime organisé. Il faut tous se donner la main, il faut faire en sorte que ceux...

J'ai eu des commentaires, j'ai eu des confidences de gens qui me disent: Bon, bien là, non, on n'appellera pas. Non, ils n'appelleront pas. Je regrette, le passé étant garant de l'avenir, on a prouvé, au cours des dernières années... les forces policières ont prouvé, au cours des dernières années, Mme la Présidente, que c'est ensemble qu'on est capables de faire quelque chose, et que, si toutes les couches de la société, et c'est tous les gens qui ont la moindre petite information, décident de la transmettre, le casse-tête, les forces policières professionnelles que nous avons au Québec vont le monter, le casse-tête, et vont faire en sorte de se rendre à terme.

C'est sûr aussi que, dans une enquête policière, on rencontre les plaignants, les victimes, les témoins. Plusieurs témoins qui ne sont jamais venus à la cour, c'est une problématique pour eux. Et de devoir témoigner, c'est un autre élément. Je veux dire, pour les policiers, c'est important d'être en mesure d'aller chercher le maximum des informations. Une enquête policière avec une commission d'enquête, c'est deux témoignages pour plusieurs personnes, et je vous dirai que, dans certains cas, ça peut faire en sorte que les gens vont beaucoup moins se manifester pour venir aider le système.

On parle, dans ces enquêtes-là, de rencontres de collaborateurs, d'informateurs, d'agents sources qui sont recrutés, de témoins repentis. Encore là, les avocats savent de quoi je parle, pour les gens qui nous écoutent, les témoins repentis, c'est des gens qui sont impliqués dans des infractions et qui...

Une voix: C'est des délateurs.

M. Ouellette: Non, on appelle ça des témoins repentis, pour nos amis de l'ADQ. Les délateurs, c'est un terme médiatique. Et les témoins repentis, ce sont ceux qui nous aident, qui viennent témoigner à la cour pour faire condamner les gens.

Des voix: ...

M. Ouellette: Les policiers doivent utiliser aussi tous les moyens d'enquête internes et externes de toute nature qui seraient recevables devant les tribunaux. La députée de Lotbinière a souvent fait référence à la Commission d'enquête sur le crime organisé et à la commission Gomery dans ses commentaires des six derniers mois. La CECO, elle a été formée le 27 septembre 1972. Six mois plus tard, elle tenait ses premières auditions, qui ont duré cinq ans, Mme la Présidente. Il y a eu cinq mandats, et je me souviens encore de Jérôme Choquette, le ministre de l'époque, qui disait: Il y a quatre objectifs principaux à la CECO: indiquer à la police et au gouvernement l'étendue du crime organisé; informer le public sur le type d'activités dans lesquelles les criminels sont impliqués; mettre les organisations criminelles sur la défensive; amasser certaines preuves qui pourront être utilisées devant les tribunaux contre ces individus-là. Je pense qu'on est loin de là.

Une chance que le ministre de la Sécurité publique, en pleine guerre des motards et au-delà de toute partisanerie ? et ça va faire plaisir à mon collègue de Chambly, d'ailleurs, je lui ai dit, à M. Ménard ? une chance qu'il avait résisté à la tenue d'une enquête publique le 28 septembre 2000, tel que *Le Soleil* nous le rapportait, suite à la rencontre qui avait eu lieu au palais de justice entre Maurice Boucher et Frédéric Faucher, alors ennemis dans la guerre des motards. Parce qu'on parle de guerre des motards, c'est 165 morts, c'est 12 personnes innocentes, c'est 181 tentatives de meurtre. C'est 20 personnes innocentes, dont un journaliste. Pour les innocentes victimes, on parle d'un enfant de 11 ans, on parle de deux gardiens de prison. Je pense, Mme la Présidente, que, si on

avait eu une enquête publique, six mois plus tard, les résultats de l'opération Printemps 2001, le 29 mars, auraient été très, très, très différents.

La CECO, Mme la Présidente, c'est cinq mandats différents, comme je l'ai mentionné, qui se sont tenus sur plusieurs années. On a greffé... Parce qu'on était à l'époque des commissions d'enquête, quand est arrivé le saccage de la Baie James, on a greffé la commission Cliche. Je me souviens d'une émission, au 60, avec Pierre Nadeau, où Robert Cliche, Brian Mulroney et Guy Chevrette étaient venus mentionner ? on est le 3 décembre 1974 ? que déjà, à l'époque, il y a 10 % de plus qui est chargé dans les différents contrats au niveau de la construction. Déjà, à cette époque-là, on parlait du 10 %. La commission Cliche, on parle de M. Duhamel, qui a été condamné à 10 ans, qui avait été accusé avant que la commission Cliche soit mise en branle. Et on parle d'André« Dédé » Desjardins, qui est décédé de façon violente dans la guerre des motards le 27 avril 2000.

La commission Gomery, mise sur pied le 10 février 2004. Premier témoin, le 7 septembre 2004, donc six mois plus tard. Les audiences se sont terminées en juin 2005. Les commissions d'enquête, on dit que ça va être plus facile. Combien on en a vu dans la CECO, Mme la Présidente, combien de gens sont venus témoigner à la commission d'enquête avec des pertes de mémoire extraordinaires, avec des réponses à n'en plus finir, avec des condamnations pour outrage au tribunal qui ont fait l'objet de jugements de la Cour suprême, qui ont été cassés en Cour suprême? Donc, à part de faire un beau feuilleton à cette époque-là, on n'a pas appris grand-chose.

Je pense qu'il faut laisser nos policiers travailler, permettre à tous les citoyens qui veulent bonifier le déroulement des enquêtes de le faire en toute confidentialité et en toute confiance avec le système. Le Québec, on a toujours été en avant dans ces domaines-là, dans la lutte au crime organisé. On en a eu une belle preuve encore le 13 septembre quand on a mis des mesures... quand on a intensifié des mesures contre les fraudeurs. On a demandé justement que le sixième soit enlevé du Code criminel, on a reçu une très bonne réception du ministre de la Justice fédéral.

Un autre moyen qu'on a mis de l'avant ? et c'est notre travail comme législateur ? souvenons-nous, dans la précédente législature, le 14 décembre 2007, on a mis de l'avant le projet de loi n° 11 concernant la confiscation des biens provenant d'activités illégales sans nécessairement avoir des condamnations. Je pense qu'il faut que... présentement, il est prématuré... il faut laisser les policiers continuer à faire leur travail professionnel. On le voit depuis les derniers mois, il y a régulièrement, pour ne pas dire à toutes les semaines, à tous les mois, Mme la Présidente, des opérations policières. Laissons les policiers faire leur travail, continuons de faire le nôtre comme législateur. Donnons-leur les outils pour le faire, et il sera toujours temps, comme le mentionnait le député de Châteauguay, si la conclusion de ces enquêtes-là ne mène nulle part, de repenser à ce qui sera fait comme prochaine mesure. Merci, Mme la Présidente.

n (16 h 20) n

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Je vous remercie, M. le député de Chomedey. Je reconnais maintenant M. le député de La Prairie et porte-parole de l'opposition officielle en matière de travail, en vous rappelant qu'il vous reste sept minutes, à votre formation politique.

M. François Rebello

M. Rebello: Merci, Mme la Présidente. Le député de Chomedey nous dit qu'il est même trop tôt pour y penser, à une commission d'enquête, mais ça détonne pas mal avec ce que son whip en chef a dit tout à l'heure, et même son chef à la période de questions, qui, eux, ont commencé à y penser. Le député de Chomedey devrait peut-être aussi commencer à y penser parce qu'il est temps. Je pense que tout le monde... une grande majorité des Québécois jugent qu'il est temps d'avancer puis de faire la lumière sur la situation, faire la lumière et en tirer des leçons pour améliorer une industrie qui est très importante pour le Québec.

Le député de Chomedey nous a parlé de police, pas mal de police, mais peu de construction. Cette industrie-là a besoin de nous. On a un travail à faire comme parlementaires, le gouvernement a un travail à faire pour encadrer cette industrie, pour permettre à ceux qui ont à la régir de faire leur travail de façon efficace, pour permettre aux policiers de mener les enquêtes qu'ils doivent mener. Il y a un travail à faire, comme législateur puis comme gouvernement, incontournable. On a une responsabilité. La population nous demande d'agir. C'est pourquoi on supporte l'idée d'une commission d'enquête.

Mme la Présidente, comme plusieurs de mes collègues et les gens en général, j'ai pu lire de nombreux articles sur des allégations, des allégations qui m'ont touché, oui, parce qu'on parle d'argent, on parle de gros sous, de mauvaise gestion, mais surtout parce qu'on parle d'un bris de confiance, un bris de confiance dans la capacité, pour le gouvernement, pour nos institutions publiques, parapubliques, de mener des grands projets d'infrastructures. Et ça, c'est important, il faut rétablir cette confiance. Je pense, entre autres, à l'histoire, à l'allégation... le fameux club des entrepreneurs, le FAB-14. Selon les allégations relativement à ce club, des entrepreneurs se concertent de façon à ce qu'à tour de rôle ils puissent avoir le contrat à un prix supérieur au prix optimal. On allègue des écarts de prix de 20 % ou 30 %. On appelle ça un cartel. Est-ce qu'il y a un cartel? Je pense que la population souhaite qu'on fasse la lumière.

Il y aurait des conséquences, il y aurait des conséquences financières. Les données objectives, Transports Canada qui nous donne les données: un kilomètre de route au Québec, à deux voies, 790 000 \$; la moyenne canadienne, 527 000 \$. On parle d'un écart de 50 %. On n'est plus dans le 20 %, ou dans le 30 %, ou dans le 10 % du temps de la commission Cliche, on est dans le 50 %. Est-ce que c'est la réalité? Est-ce que c'est la réalité pour nos routes? Est-ce que c'est la réalité pour nos hôpitaux? Est-ce que c'est la réalité pour nos écoles? Il faut faire la lumière. Quelles sont les causes? Est-ce que ce ne sont que quelques individus qui contournent le système ou il s'agit de causes systémiques, de règles d'encadrement absentes?

Je dis au député de Chomedey: Est-ce que les policiers vont répondre à cette question? Est-ce que les policiers vont répondre quelles sont les causes qui font en sorte qu'actuellement il pourrait y avoir de tels dépassements de coûts généralisés? Est-ce que c'est le travail des policiers? Est-ce que c'est le travail des policiers de voir si l'encadrement actuel de la construction est adéquat puis de remettre tout en question quand il y a des problèmes graves qui se posent? Ce n'est pas le travail des policiers, c'est notre travail à nous comme parlementaires, et c'est le travail du gouvernement de le faire.

Il va falloir regarder le système. Il va falloir aussi donner tous les pouvoirs aux policiers pour mener les enquêtes en même temps, pour pouvoir mener des enquêtes, à l'avenir, qui vont être plus efficaces. Il faut donner tous les pouvoirs, entre autres le pouvoir qu'on va pouvoir donner... on va pouvoir obtenir de convoquer des témoins avec une commission d'enquête. Ce pouvoir-là est important. On a besoin de toute l'information. Si on ne produit pas... si on ne se donne pas les conditions pour avoir toute l'information, on ne fera pas la lumière sur la situation et on ne pourra pas en tirer les leçons qui s'imposent, Mme la Présidente.

L'industrie de la construction, c'est une industrie importante: 41 milliards de chiffre d'affaires, 12 % du PIB québécois, 215 000 emplois, une job sur 20 au Québec. Cette année, le ministère des Transports va donner 1 800 contrats... en fait, l'année dernière, 1 800 contrats, 2,5 milliards. Imaginez, s'il y avait vraiment de la surfacturation généralisée, on parle d'un écart de près de 1 milliard, une perte nette, une perte sèche pour les Québécois de près de 1 milliard. Il y a des questions à se poser. Et là il y a des grands projets qui s'en viennent. Si, un jour, on peut passer à l'application... à la réalisation, entre autres, du CHUM, le CHUM va nous coûter combien? Comment on va le gérer? Bien, écoutez, il y a des questions à se poser pour bien encadrer la construction si on veut que ces grands projets là se réalisent bien.

Encadrer la construction, c'est une question, oui, d'argent, il faut être plus efficace, mieux gérer les sous des contribuables, mais c'est une question aussi de développement économique. C'est une question de développement économique parce que l'industrie de la construction du Québec a intérêt à avoir une belle réputation. Elle soumissionne à l'extérieur du Québec, cette industrie-là, elle a besoin qu'on l'encadre convenablement pour avoir une bonne réputation. Donc, on parle ici de développement économique aussi, on a un travail... on doit faire le ménage pour permettre à nos firmes dans la construction d'être compétitives.

Et c'est une question aussi de...

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Un moment, s'il vous plaît, M. le député de La Prairie. Compte tenu que le député indépendant n'a pas pris son temps de parole, vous avez un temps de parole de neuf minutes et non pas sept. On a réparti le temps: le groupe formant le gouvernement, cinq minutes; et le groupe formant le deuxième groupe d'opposition, 13 minutes. Poursuivez, M. le député.

M. Rebello: Merci, Mme la Présidente. Donc, il s'agit d'un enjeu de dollars, un enjeu de développement économique, mais un enjeu aussi de qualité de nos infrastructures. On veut rétablir le lien de confiance pour pouvoir réaliser des grands projets. On en a besoin, des routes, des métros, des hôpitaux. On a besoin des infrastructures en énergie, des barrages. Ça va prendre une belle industrie de la

construction en bonne santé pour réaliser ces projets-là, Mme la Présidente.

Le but visé en créant cette commission d'enquête, ce n'est pas d'affaiblir une industrie. Non, c'est de la nettoyer pour la protéger et la renforcer. Et on doit bien ça à toute l'industrie, d'abord aux entrepreneurs, des entrepreneurs dynamiques, efficaces, innovateurs, des travailleurs spécialisés. Un travail dur... travailleur de la construction l'été, au soleil, à 30 °, ce n'est pas facile, ça mérite notre considération. Un travail dangereux: je vous rappelle que c'est le secteur où il y a le plus d'accidents de travail, Mme la Présidente. Des syndicats aussi qui font un travail justement, entre autres, pour diminuer les accidents.

Cette industrie-là mérite notre considération, mérite notre attention. Il est temps de passer à l'action, créons une commission d'enquête pour faire le ménage, pour protéger des beaux métiers, pour revigorer cette belle industrie de la construction au Québec. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Je vous remercie, M. le député de La Prairie. Je cède maintenant la parole à M. le député de Shefford pour 13 minutes.

M. François Bonnardel

M. Bonnardel: Merci. Merci, Mme la Présidente. Donc, on est ici cet après-midi pour débattre de la motion de la chef du deuxième groupe d'opposition:

« Que l'Assemblée nationale exige du gouvernement qu'il mandate une commission d'enquête publique et indépendante afin de faire la lumière sur les allégations de corruption, de malversation, de collusion et d'infiltration du crime organisé dans le domaine de la construction au Québec. »

Mme la Présidente, si on fait un topo, un topo des dernières semaines, des derniers mois, vous avez, dans les dernières semaines, donc, trois entrepreneurs qui ont été tabassés à Montréal, trois entrepreneurs qui ont perdu peut-être plus que leurs dents, la loi du silence qui est imposée.

n (16 h 30) n

Le maire de Montréal, qui dit, à la télé nationale hier, connaître le problème de corruption dans la grande ville de Montréal. C'est grave, ça, Mme la Présidente. Une multitude d'enquêtes, donc, qui sont en cours par la police à Montréal même. Les compteurs d'eau, est-ce que j'ai besoin de vous le rappeler? Le vérificateur général de Montréal qui dit que, si ce contrat avait été accepté, ce serait passé de 100 à 600 millions de dollars. Le copinage entre firmes d'ingénieurs et ceux de la construction. Des appels d'offres qui sont de 20 % à 30 % plus chers que partout ailleurs au Canada. Une centrale syndicale qui est dans l'embarras depuis déjà quelques mois déjà, qui est citée presque toutes les semaines. De l'influence de la part du crime organisé, des Hell's Angels. Mme la Présidente, le député de Chomedey disait qu'il fallait résister à cette facilité. Bien, Mme la Présidente, il dit même n'avoir jamais vu en 40 ans que la SQ fasse appel au public pour que le public appelle puis qu'il fasse le travail des policiers pour leur dire ce qui se passe. Mais, si le député de Chomedey n'a jamais vu ça, ça va prendre quoi, Mme la Présidente, pour qu'une enquête publique, pour que le gouvernement... Parce que sûrement aujourd'hui, j'imagine, cet après-midi, que le ministre de la Sécurité publique nous écoute à quelque part à l'Assemblée nationale, devant la télévision, et, Mme la Présidente, sachez que...

Une voix: ...

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Très bien. Poursuivez votre intervention, M. le député, dans le respect du règlement, s'il vous plaît. Merci beaucoup.

M. Bonnardel: ...Mme la Présidente. Et, pour faire suite aux propos du député de Chomedey, où il dit qu'il faut résister à cette facilité d'appeler une commission d'enquête, c'est particulier, parce qu'il doit se souvenir, le 16 avril 2009 dernier: *Gaétan Légaré propose un grand ménage dans la construction.*

Gaétan Légaré, c'est le directeur général de l'Association nationale des camionneurs artisans du Québec, qui « suggère littéralement au gouvernement du Québec de faire un grand ménage dans l'industrie de la construction ». Et c'est la recommandation qu'il avait faite au député de Chomedey, qui, lui, représentait le gouvernement lors d'une réunion du 41^e congrès annuel de l'ANCAI, qui se

tenait le mois dernier à l'hôtel Fairmont Le Manoir Richelieu, de La Malbaie. Plus de 400 camionneurs qui ont dit aux représentants du gouvernement: Oui, il faut faire un ménage là-dedans aussi. Il ne s'en souvenait peut-être pas.

Mais, Mme la Présidente, dans le contexte actuel, est-ce qu'il faut rappeler, est-ce qu'il faut rappeler au gouvernement les commentaires de Lysiane Gagnon, le 22 septembre dernier, ça, c'est hier, qui disait, et je la cite: « ...c'est la corruption qui préside à l'industrie de la construction, et qui a coûté aux contribuables québécois un nombre incalculable de milliards de dollars, car le système ne date pas d'hier et il s'étend à la largeur du Québec, comme on le voit par l'état de nos routes, de nos viaducs, de nos échangeurs et de l'ensemble de nos infrastructures, de même que dans la sordide affaire des compteurs d'eau. [...]Mais revenons à nos moutons. Il y a ce problème d'une industrie mafieuse, où un club fermé d'entreprises s'entend pour hausser les soumissions et se répartir le gâteau à coup de chantage et de violence, sous le regard complice ou impuissant de l'administration. Ne nous demandons pas pourquoi nos infrastructures sont en si piètre état: les entrepreneurs et leurs sous-traitants rognent sur les matériaux. » Et elle termine en disant: « Quand on veut crever un abcès, c'est l'abcès qu'on doit cibler. »

Et le député de Chomedey nous dit: Résistez à cette facilité, résistez au fait qu'on doit attendre peut-être encore quelques semaines, quelques années, quelques mois pour que le 42 milliards de dollars que ce gouvernement veut investir dans les infrastructures du Québec soit tout dépensé.

Un dirigeant du Parti libéral du Québec qui veut plus de lumière, Denis Lessard, le 8 avril. Parce qu'on se souvient c'est la chef du deuxième groupe d'opposition qui a parti le bal là-dessus. Aujourd'hui, on est très fiers de voir l'opposition officielle se joindre à nous là-dessus. Mais M. Grimard, qui est président de l'Association de la construction et vice-président du Parti libéral du Québec, réclame lui aussi qu'on fasse toute la lumière sur les liens entre le secteur de... dans ce secteur de l'industrie et le crime organisé. *Un dirigeant du PLQ veut plus de lumière*, La Presse, 8 avril 2009. Jacques Duchesneau: Réveillez-vous!, l'ancien... qu'il connaît sûrement, l'ancien chef de police de la ville de Montréal, qui dit: « Des propriétaires de parkings me disaient qu'ils devaient verser de l'argent dans des enveloppes. Des entrepreneurs qui faisaient des affaires partout dans le monde me disaient: C'est drôle, je n'ai jamais de contrat à Montréal! D'autres me confiaient qu'ils recevaient des menaces s'ils participaient à des appels d'offres. Encore maintenant, c'est curieux, je me promène en ville et ce sont toujours les mêmes qui font des travaux publics... Ils doivent être meilleurs que les autres, j'imagine... »

Et le député de Chomedey dit: Il faut résister à cette facilité.

André Pratte, André Pratte, le 28 août, là c'est le ministre des Affaires municipales qui est cité: « Selon le ministre des Affaires municipales, les nombreux problèmes d'éthique qui ont fait surface dans l'administration de la ville de Montréal constituent des "cas isolés". » Il y a trois entrepreneurs qui ont été tabassés à Montréal, qui ont perdu plus que leurs dentiers, mais c'est des cas isolés. Le maire de Montréal qui dit à la télévision connaître la corruption à Montréal, mais c'est des cas isolés. Le maire de Montréal, la plus grande ville au Québec. Cas isolés. « "On ne fera pas de grande enquête là-dessus", a tranché [le ministre des Affaires municipales]. »

Ça va prendre quoi? Sûrement que le 42 milliards de dollars qu'ils veulent investir en infrastructures soit tout dépensé. « Chose certaine, le gouvernement [libéral] doit faire preuve dans ce dossier d'un leadership beaucoup plus vigoureux ? et je cite André Pratte. Les comportements mis au jour par les médias sont extrêmement troublants. Si ce n'était que la pointe de l'iceberg, des pans importants de l'économie et de la politique québécoise se révéleraient gangrenés par le copinage. » Mme la Présidente, 42 milliards de dollars que ce gouvernement veut investir dans les infrastructures au Québec suite à un malheureux incident, le viaduc de la Concorde, qui a tombé voilà déjà 24 mois, deux ans, peut-être deux ans et demi, 42 milliards de dollars qu'on veut investir donc dans nos infrastructures au Québec, nos ponts, nos routes, nos viaducs, mais, Mme la Présidente, on a débattu du projet de loi n° 40 dans les derniers jours, dernières semaines, derniers mois, et c'est particulier parce que les frais de contingence... Tout le monde sait, là, à part le gouvernement, que tout appel d'offres au Québec, peu importe que ce soit en santé, en éducation ou sur nos routes, il y a 20 % à 30 % de frais de contingence, donc plus cher qu'ailleurs au Canada. Mais, si on prend 42 milliards puis on met ça à 25 % de frais de contingence, on arrive à près de 13 milliards de dollars, 13 milliards de dollars que les contribuables québécois vont payer en plus que partout ailleurs au Canada.

Bien, j'ai une idée pour eux. Le plan de retour à l'équilibre budgétaire, là, qui est incomplet, bien partons cette enquête publique. On va mettre plus d'argent dans nos poches, plus d'argent pour les contribuables du Québec puis on va trouver le 60 % qui manque. Il y avait, dans le plan de retour à l'équilibre budgétaire, l'évasion fiscale. Bien là, on a le 13 milliards, 13 milliards, imaginez, sur

42 milliards, 13 milliards qu'on pourrait sauver si cette enquête publique pouvait démarrer le plus rapidement possible. Là, on en a déjà dépensé une certaine partie, mais, M. le Président, c'est indéniable qu'avec un déficit, qui est appelé à hauteur de 11,6 milliards de dollars pour les quatre prochaines années, que, si cette enquête publique démarre le plus rapidement possible, on va être capables de compenser donc un grand plan de ce retour à l'équilibre budgétaire, qui manque donc du côté du gouvernement.

Ça, madame... M. le Président, ce 13 milliards, c'est une hausse de près de 10 % de TVQ si on le faisait immédiatement, c'est un budget du ministère de l'Éducation pour un an, qui est de 14 milliards de dollars par année, c'est un trou, qui est laissé pour les pertes de la caisse dans le RREGOP, de près de 13 milliards de dollars. Je vous fais un petit clin d'oeil, M. le Président, mais ce 13 milliards là, bien c'est 45 000 clowns thérapeutiques pour quatre ans. J'imagine qu'ils sont sensibles à ça. À quelque part, si on laisse continuer donc cette corruption, cette malversation, bien c'est 13 milliards de plus que les contribuables québécois vont payer pour tous les travaux, seulement les travaux, là, seulement les travaux d'infrastructures au Québec. Et là on ne parle pas du CHUM, qu'on va sûrement voir arriver d'ici 2030, mais un jour on le verra.

M. le Président, dans le contexte actuel, il est indéniable, indéniable que le gouvernement doit mettre, je ne sais pas comment appeler ça... mais doit comprendre ou, j'ose espérer, être sensible à la situation qui se passe présentement, qui se passe présentement au Québec, autant à la ville de Montréal que partout ailleurs. Quand on voit ces malversations, quand on voit ces articles de journaux à toutes les semaines, ces reportages à la télévision, qui nous indiquent donc qu'il y a un copinage entre firmes, qu'il y a des multitudes d'enquêtes à Montréal qui sont présentement faites par la Sûreté du Québec, une centrale syndicale qui est dans l'embarras depuis des mois, il faut qu'on nous dise: Oui, on est sensibles puis on comprend la situation. Mais une enquête publique, comme mon collègue de Chauveau l'a dit tantôt, et même la chef de la deuxième opposition, en 1974, le rapport Cliche, là, ça s'est fait dans la même situation. On avait donc de la corruption, la mafia qui était sur les chantiers de construction et on a demandé pareil une enquête. Et aujourd'hui on veut nous faire croire qu'il faut attendre. Mais attendre après quoi? Attendre après quoi? Que le 42 milliards soit dépensé? Qu'on dise aux Québécois: « Bien, vous savez, pas si pire que ça, finalement »? La police va nous remettre ça peut-être dans six mois, dans un an. Ce n'est pas très grave. Les gens ne s'en souviendront plus.

n (16 h 40) n

C'est grave, M. le Président, là. C'est grave. Jamais le Québec n'a investi autant d'argent: 42 milliards, il y en a qui s'en lèchent les babines, là, les firmes d'ingénieurs, les entrepreneurs en construction, 42 milliards de dollars qui vont être investis dans les prochaines années, où on sait très bien que ça coûte 20 % à 30 % plus cher que partout ailleurs au Canada, et ce gouvernement veut nous dire: Non, non, non. Non, non, non, on va attendre encore un peu.

Et ce gouvernement ne votera pas avec nous tantôt dans une situation où le copinage est omniprésent, où les articles de journaux, les éditorialistes, les gens... Écoutez, ça prend quoi de plus? Ça prend quoi de plus, M. le Président, pour que le gouvernement s'ouvre à une situation qui est dramatique, qui est grave au Québec présentement, et qu'on soit capables d'avoir donc l'appui de ce gouvernement aujourd'hui même, M. le Président, pour que cette enquête démarre le plus rapidement possible, pour qu'on puisse, avec cet argent sauvé dans les prochaines années, être capables de le mettre au moins sur le déficit, qui va être accumulé au Québec, pour compenser donc un plan de retour à l'équilibre budgétaire qui n'existe pas?

Alors, encore une fois, M. le Président, je terminerai donc en vous disant que nous souhaitons avoir l'appui du gouvernement pour cette motion et que nous souhaitons avoir donc un appui unanime, de la part de la Chambre, pour être capables de voter cette motion dans quelques minutes, M. le Président. Merci.

Le Vice-Président (M. Gendron): Je vous remercie de votre intervention, M. le député de Shefford. Et, pour la poursuite du débat, je cède maintenant la parole à M. le député de Jacques-Cartier pour un petit peu moins de six minutes. M. le député de Jacques-Cartier, à vous la parole.

M. Geoffrey Kelley

M. Kelley: Merci beaucoup, M. le Président. Et c'est un privilège pour moi de participer également dans ce débat très important, parce que, je pense, je parle au nom des 125 députés de cette Assemblée, les allégations, les articles qui sont dans les journaux sont très préoccupants. Mais il faut... Je vais mettre mon chapeau comme adjoint parlementaire du ministre de la Sécurité publique.

Quand l'auteur de la motion a dit au départ que le gouvernement n'a pas donné suite aux préoccupations, il faut dire que la preuve est le contraire. Et je ne ferai pas de nouveau le résumé des opérations policières importantes qui ont été menées depuis le printemps de cette année, mon collègue de Châteauguay a déjà dit ça, mais 187 personnes ont été arrêtées, il y avait ces saisies des choses importantes au niveau du crime organisé. Est-ce que c'est suffisant? On verra. Il y avait l'annonce, le 13 septembre, aussi d'une unité d'intégrée d'enquête qui va ajouter 17 policiers, trois civils, trois procureurs de la couronne dédiés à cette question. Il y a le soutien des organismes gouvernementaux impliqués, donc le ministère des Transports, des Affaires municipales, du Revenu du Québec et de la Sécurité publique.

Comme vous, M. le Président, j'ai passé beaucoup de temps dans l'opposition dans ma carrière parlementaire, alors c'est de bonne guerre, et le député de Chambly l'a fait avec beaucoup d'éloquence, de dire que le verre est à moitié vide. Moi, je dis: Donnez les chances aux policiers, donnez la chance à l'unité intégrée d'enquête que nous avons mise en place. On verra des résultats. En six mois, on peut refaire le débat, et, si le député de Chambly a raison, le verre est effectivement à moitié vide. Mais peut-être ça va donner des résultats, parce qu'il y a une très grande préoccupation. Et j'indique de nouveau que la police a déjà fait des arrestations, il y a déjà du progrès fait dans ce dossier. Alors, en premier lieu, dans notre société, les personnes qui sont chargées d'aller aux allégations de fraude, aux allégations de la corruption, en premier lieu, c'est toujours la police, les procureurs de la couronne, notre système de la justice. Il faut faire confiance dans ça, en premier lieu. Mais le deuxième, et je pense à un recours ultime qu'on peut toujours avoir, c'est un recours à une enquête publique. Mais ce n'est pas vite.

Le député de Chambly a indiqué dans son intervention... Si on prétend qu'une enquête publique va nous aider à très court terme, je pense, on rêve en couleurs, parce qu'une enquête publique, c'est une affaire d'une couple d'années, trois années. Alors, je pense qu'il faut miser sur le travail des policiers, il faut miser sur les enquêtes qui sont déjà en place, il faut bonifier l'action gouvernementale que nous avons faite pour essayer de rassurer la population, parce qu'effectivement les sommes investies sont importantes. Mais je mets en garde les députés de tirer à la conclusion et donner les gros chiffres, que tous les contrats de construction au Québec sont teints par la corruption, qu'on peut avancer des chiffres, des milliards de dollars. On n'a pas la preuve de ça. Et, je reviens toujours comme député qui a une certaine expérience dans cette Chambre, entre les allégations et les preuves, il y a un écart qui est très important, et, je pense, j'invite tous les membres à la prudence avant de tirer la conclusion que c'est des milliards de dollars qui sont gaspillés.

On ne sait pas ça, M. le Président. Je ne le nie pas, mais je ne peux pas l'affirmer non plus. C'est entre les deux et, je pense, en premier lieu, c'est les policiers, qui lisent les journaux aussi, je suis certain, qui sont capables d'aller voir effectivement est-ce qu'il y a des complots, est-ce qu'il y a des personnes qui font ça.

On a un certain devoir comme députés aussi, parce que les engagements financiers, les engagements des ministères passent devant cette Assemblée aussi. On a un droit de regard, comme députés aussi, qu'on peut exercer. Parce que, je pense, tout le monde dans cette Chambre veut renforcer la confiance des citoyens. On a un problème de confiance, je pense, tout le monde est d'accord, qu'il faut renforcer. C'est des sommes d'argent importantes, c'est l'argent de nos contribuables, les citoyens de nos comtés, ce sont les enjeux qui sont très importants. Personne ne va nier ça. On est dans un débat à ce moment sur la meilleure tactique pour aller au fond des choses. Il y a une demande et il y a une évolution dans la pensée de l'opposition officielle, parce que la chef de l'opposition officielle, il y a un certain temps, a dit: Laissez le temps aux policiers. Ils ont changé leur idée. Pour le moment, le gouvernement est satisfait que les mesures que nous avons faites va... faite la lumière sur les allégations. Mais on verra. Et le ministre de la Sécurité publique, dans ses réponses hier et encore aujourd'hui, pendant la période des questions, a clairement indiqué qu'une enquête publique est le recours ultime d'un gouvernement. Mais c'est un recours ultime, long. Tout le monde va convenir qu'une enquête publique ne donnerait pas des résultats dans quelques semaines. Ça va être une affaire de mois, sinon des années. C'est coûteux, parce que tout le monde va aller... Et finalement c'est quelque chose qui est laborieux.

Alors, on va regarder ça, la motion. L'amendement qui a été proposé par mon collègue de Châteauguay allait dans ce sens. Mais je pense qu'on a tout intérêt d'aller au fond des choses. Le gouvernement demeure convaincu que les policiers... Laissez le temps aux policiers de faire leur travail. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Gendron): Merci, M. le député de Jacques-Cartier, pour votre intervention. Et nous en sommes maintenant rendus à la réplique de la chef du deuxième groupe de l'opposition pour un 10 minutes. Alors, à vous la parole, Mme la

chef du deuxième groupe parlementaire.

Mme Sylvie Roy (réplique)

Mme Roy: M. le Président, je suis, après avoir fait cet exercice, cette motion, je suis d'autant plus convaincue que la commission d'enquête publique doit avoir lieu. Rien dans ce qui a été dit au niveau du gouvernement ne m'a fait faiblir dans ma conviction que c'est nécessaire. Écoutez, si on prétend que la commission d'enquête publique, c'est long puis ça prend du temps, bien, justement, raison de plus pour la commencer tout de suite. Et puis l'offre qui est faite par le député qui vient de parler...

Une voix: Jacques-Cartier.

Mme Roy: ...de Jacques-Cartier, merci, le député de Jacques-Cartier, d'attendre six mois encore, il faudrait qu'il quantifie cette attente. C'est-à-dire que, cette année, c'est 7 milliards... c'est plus de 7 milliards qu'on investit dans nos chemins. Si on divise ça en deux puis qu'on garde la norme de 25 % de contingence, c'est 550 millions que ce six mois-là d'attente va nous coûter.

On est dans une crise financière, là. Est-ce qu'on a les moyens de prendre 550 millions, puis mettre le feu après, puis attendre que ça brûle comme ça? Je pense que non, M. le Président. Je pense qu'on devrait agir, puis tout de suite. Le temps qu'on perd, c'est de l'argent qu'on brûle. Et puis j'ai fort à parier... 20 ans de droit, là. J'en ai fait, des enquêtes, j'en ai fait, des procès au criminel. J'ai fort à parier que, dans six mois, là, les 100 quelques personnes qu'ils ont arrêtées n'auront pas eu leur procès, n'auront pas été condamnées, la preuve n'aura pas été divulguée devant la cour, et puis encore moins les appels, là. Écoutez, on ne peut pas se permettre d'attendre tout ce temps-là. Vous dites qu'on a des allégations puis il y a des choses qui sont factuelles. Qu'est-ce qui est factuel? Qu'est-ce qui est prouvé? C'est qu'on paie plus pour la construction pour un kilomètre de route au Québec qu'on en paie ailleurs au Canada. Ça, c'est prouvé. Pourquoi on paie plus pour ce kilomètre-là? Admettons que tout le monde est dans l'erreur, que toutes les allégations sont non fondées, mais que c'est à cause d'un problème de système qui n'est pas criminel, mais un problème de système dans le monde de la construction. On aura fait oeuvre utile.

On aura fait oeuvre utile si on est capables de sauver 30 % des coûts de la construction.

n (16 h 50) n

Parce que ce n'est pas seulement les routes, là. Ce sont le CHUM, ce sont tous les autres grands projets, ce sont les centres pénitenciers. C'est des millions et des millions de dollars qu'on investit, comme contribuables, que les entreprises investissent, que les particuliers investissent dans le domaine de la construction. Donc, on n'aura... Mais est-ce que les policiers... il n'y a personne qui peut me répondre ici que les policiers ont le mandat de mettre au jour notre système d'attribution de contrats dans la construction et puis de nous faire comprendre pourquoi ça nous coûte 30 % plus cher? Ce n'est pas le mandat des policiers. Puis, s'il y a une chose avec laquelle je suis claire... je suis d'accord quand le député de Chomedey parle, c'est qu'il ne faut pas mélanger les missions.

La mission d'un corps de police est d'arrêter des criminels après une enquête que le procureur de la couronne juge suffisante de participer au procès pour obtenir la condamnation de ces criminels-là. La mission d'une commission d'enquête est faire la lumière sur un réseau, sur une toile d'araignée, sur un système qui peut prévaloir au Québec dans le domaine de la construction.

Donc, on prend les faits, là. On paie plus cher. On prend toutes les allégations. On appelle ça des... Quand tout va dans le même sens, c'est concordant, les prémisses s'en vont toutes dans le même sens, on ne peut pas détourner le regard puis penser qu'il ne se passe rien ou, à tout le moins, ne pas vérifier la teneur de toutes ces allégations-là. Moi aussi, je suis encore d'accord avec le député de Chomedey quand il dit: On n'a jamais vu ça, les policiers de la Sûreté du Québec procéder par communiqué de presse pour avoir des témoins. Si on a dû recourir à un tel mécanisme, à un communiqué de presse pour obtenir des témoins, c'est que, un, la situation est exceptionnelle. Deux, pourquoi elle est exceptionnelle? Il y a deux réponses qui me viennent spontanément à l'esprit: Ou le dossier est trop important pour trouver tous les témoins, auquel cas on fait face à une difficulté supplémentaire dans ce dossier-là, et, une commission d'enquête avec le pouvoir qui est donné au commissaire d'ordonner quelqu'un... de le contraindre de témoigner, bien on solutionnerait ce problème-là.

Maintenant, tous savent que les policiers n'ont pas... ne peuvent contraindre des témoins à témoigner. La commission d'enquête les a, ces pouvoirs-là. L'autre chose que je vois, c'est qu'il manque de témoins pour porter des accusations. S'il manque de témoins pour

porter des accusations, une enquête publique va certainement les aider. Et ce n'est pas vrai que la tenue d'une enquête publique compromettrait la défense pleine et entière de personnes qui pourraient être accusées parallèlement ou à la suite de déclarations qui auraient été obtenues à la commission. On l'a vu dans un exemple très récent. Dans l'affaire Gomery, il y a eu des procès. Il n'y a eu aucun avortement de procès. Ceux qui président ou celle qui présidera... celui ou celle qui présidera la commission va certainement être un juge compétent qui va faire attention à la préservation des droits de toutes les personnes qui vont venir témoigner, autant les témoins que les accusés.

Mon collègue de Shefford a, à bon droit, parlé de 13 milliards en bout d'exercice, parce que c'est 43 millions qu'on n'a pas mis seulement sur les routes, là, on ne parle pas des autres constructions. Puis je ne m'aventurerais pas ici à vous dire combien ça va coûter, à la fin de l'exercice, le CHUM, parce que je ne suis certainement pas la cadence assez rapidement pour être capable d'évaluer à chaque fois les hausses de coûts dans la construction du CHUM. 13 millions seulement pour... 13 milliards seulement pour les routes, c'est énorme comme somme, mais aussi il y a un autre volet. Autant les sommes qu'on paie en trop pour la construction devraient être récupérées et nous permettre de nous concentrer sur d'autres missions essentielles de l'État, on sait qu'il manque d'argent dans le domaine de la santé, que je voudrais donc qu'on investisse plus en éducation, qu'on soit là plus pour nos enfants, autant, cet argent-là qu'on récupère, on peut la réinvestir dans des domaines qui me semblent au coeur de la mission de l'État québécois.

On peut aussi parler de toutes les allégations de blanchiment d'argent. Qu'est-ce que c'est, du blanchiment d'argent? C'est soit de l'argent du crime que, nous... qui pourrait être saisi et ne pas être en circulation, mais c'est aussi de l'évasion fiscale. Ça sert à quoi, d'une main, de dire: On va avoir une escouade sur l'évasion fiscale, et, au vu et au su... On a... juste Tony Accurso, là, l'Agence de revenu Canada soupçonne d'évasion fiscale pour 4,5 millions de dollars. Vous devez être comme moi, M. le Président, puis, les collègues ici, vous devez être comme moi, recevoir les annonces du gouvernement. J'en reçois combien, d'annonces, de 25 000 \$ pour un projet x, de 50 000 \$ pour un projet y, tous des bons projets, il y en a. Vous êtes comme moi, vous êtes députés. Il y en a combien, de personnes qui, dans la société québécoise, ont des bons projets pour nous, pour faire avancer, mais on manque de sous? Et, 4,5 milliards, là, on répondrait oui à beaucoup de ces personnes, M. le Président.

Puis je ne pense pas qu'on puisse continuer, avec tout ce qui sort puis ce qui va sortir encore. Combien de fois... Est-ce qu'on pourrait s'entendre finalement, à tout le moins, que, si on a une autre allégation sérieuse dans ce domaine, on déclenche une commission d'enquête publique? Ce ne serait pas un pari très, très risqué pour nous parce que ça n'arrête pas. Puis, si le passé est garant de l'avenir, bien, encore aujourd'hui ou demain, on aura encore des allégations dans ce domaine-là.

Moi, là, je suis M. Tout-le-monde, là... ou Mme Tout-le-monde, assise.

Des voix: ...

Mme Roy: J'aimerais mieux être Mme Tout-le-monde, oui. Je suis assise dans mon salon, je suis assise dans mon salon et je vois, jour après jour, ces allégations-là. Qu'est-ce que vous pensez que je m'attends de mon gouvernement? Qu'il donne un coup de poing sur la table, qu'il se lève debout, qu'il prenne les décisions pour que ça arrête. L'opposition officielle le réclame. Nous allons continuer à faire de la pression parce que je crois que c'est ce que les Québécois attendent de leur gouvernement. Et je demande au gouvernement de se réviser et de voter pour notre motion.

Le Vice-Président (M. Gendron): Alors, ceci met fin à la présentation de la motion au temps limité. Je vais maintenant mettre aux voix la motion, qui se lit comme suit:

« Que l'Assemblée nationale exige du gouvernement qu'il mandate une commission d'enquête publique et indépendante afin de faire la lumière sur les allégations de corruption, de malversation, de collusion et d'infiltration du crime organisé dans le domaine de la construction au Québec. »

Cette motion est-elle adoptée?

Des voix: ...

Le Vice-Président (M. Gendron): Un instant.

M. Picard: M. le Président...

Le Vice-Président (M. Gendron): Oui, un instant.

M. Picard: ...je demanderais le vote nominal, s'il vous plaît.

Le Vice-Président (M. Gendron): Oui. Alors, que l'on appelle les députés.

M. Gauthrin: ...de l'article 223, je demanderais que ce vote soit reporté après la période des affaires courantes, jeudi le 24 septembre 2008.

Le Vice-Président (M. Gendron): Alors, on s'entend pour que le vote ait lieu par appel nominal, mais on a le droit de le reporter. La demande est faite. Est-ce que cette motion est adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Gendron): Adopté.

Des voix: ...

Le Vice-Président (M. Gendron): Oui, je le sais, c'est ça.

Des voix: ...

Le Vice-Président (M. Gendron): Je le sais, c'est automatique.

Des voix: ...

Le Vice-Président (M. Gendron): Non, non, mais on n'a pas à la voter, c'est...

Des voix: ...

Le Vice-Président (M. Gendron): On ne peut pas. Alors...

Des voix: ...

Le Vice-Président (M. Gendron): J'ai bien compris.

Des voix: ...

Le Vice-Président (M. Gendron): Oui, un instant. Ma décision n'est pas difficile, parce que c'est un automatisme. Quand le leader du gouvernement... En vertu de notre règlement, on peut reporter, et vous le savez très bien, et tous les collègues de cette Assemblée le savent très bien.

Vote reporté

Alors, nous allons voter cette motion demain.

Nous en sommes maintenant à une étape suivante, et je cède la parole au leader adjoint du gouvernement pour la suite de nos travaux. M. le leader du gouvernement.